

Tableau de bord économique de la Seine-Saint-Denis

Avril 2011



Le Club 93 Conjoncture est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil général de Seine-Saint-Denis, Seine-Saint-Denis Avenir, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis, la DIRECCTE Ile-de-France, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Direction Départementale des Finances Publiques, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, le Pôle Emploi Seine-Saint-Denis, l'Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Economique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux événements d'affaires, à l'emploi et à la construction et au marché de l'immobilier. Un Tableau de Bord Economique « en bref » en fait la synthèse.

Ces documents sont consultables sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr
- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.fr
- Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis : www.ccip93.fr
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cma93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com
- Seine-Saint-Denis Avenir : www.seinesaintdenisavenir.fr

SOMMAIRE GÉNÉRAL

I. LES MÉNAGES

I.1. La consommation des ménages	p.6
a. Crédits à la consommation	p.6
I.2. L'investissement des ménages	p.6
a. Crédits à l'habitat	p.6

II. LES ENTREPRISES

II.1. Démographie d'entreprise	p.8
a. Analyse des enregistrements au RCS	p.8
b. Evolution des créations et des radiations au CFE de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat	p.8
c. Le tissu économique artisanal	p.11
d. Note générale sur le secteur de l'artisanat	p.12
e. Nombre d'établissements implantés en zone franche urbaine	p.13
II.2. Activité des entreprises	p.14
a. Le commerce extérieur en Seine-Saint-Denis	p.14
b. La TVA et l'impôt sur les sociétés	p.21
II.3. Niveau de l'investissement	p.34
a. Crédits à l'équipement des entreprises	p.34
II.4. Innovation	p.35
a. Actualité des pôles de compétitivité	p.35

III. LE TOURISME ET LES ÉVÈNEMENTS D'AFFAIRES

III.1. Les principaux lieux touristiques	p.38
a. Le musée de l'Air et de l'Espace	p.38
b. La Basilique de Saint-Denis	p.38
c. Le Stade de France	p.39
III.2. L'hôtellerie et les salons	p.40
a. L'hôtellerie	p.40
b. Les chiffres « clés » des salons au Bourget et à Villepinte	p.42

IV. L'EMPLOI

IV.1. Le marché du travail	p.44
a. Les différents taux de chômage en Ile-de-France et évolution	p.44
b. Les demandes d'emplois en fin de mois et enregistrées à fin juin 2010	p.45
c. Les offres d'emplois enregistrées (OEE) et satisfaites (OES)	p.45
d. Les principales caractéristiques	p.46

- e. L'évolution des DEFM (catégories A, B, C) sur un an p.47
- f. Chiffres du Revenu de Solidarité Active (RSA) p.48
- g. Evolution des déclarations uniques d'embauche (DUE) p.52

IV.2. Données sur l'emploi **p.53**

- a. Evolution des estimations trimestrielles des effectifs salariés p.53

V. LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER

V.1. La construction **p.55**

- a. Volume de construction de logements neufs p.55
- b. Production de logements neufs par territoire d'habitat p.56
- c. Logements locatifs sociaux p.57
- d. Volume de construction de locaux d'entreprises p.58

V.2. Le marché immobilier **p.59**

- a. Marché des appartements neufs (promotion privée) p.59
- b. Marché des appartements neufs à la vente par territoire d'habitat p.60
- c. Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise p.61
- d. Investissements réalisés en immobilier d'entreprise p.63

VI. NOTE MÉTHODOLOGIQUE **p.65**

VII. CONTACTS **p.70**

LES MENAGES

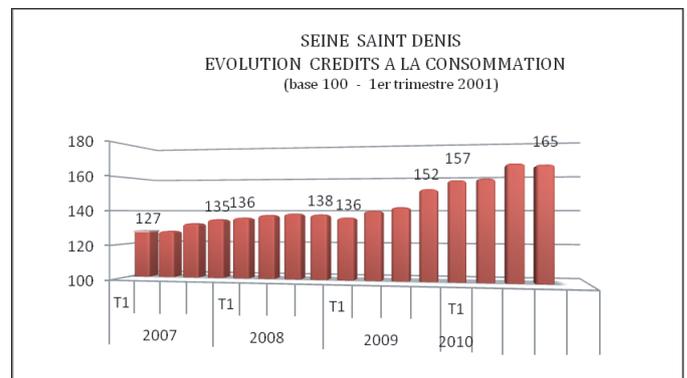
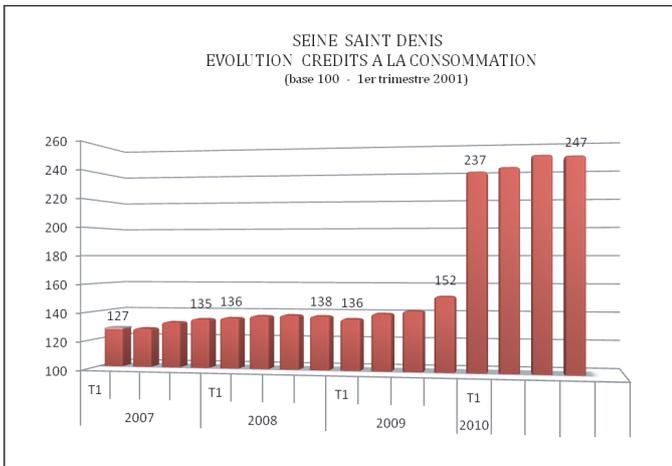
- ✓ Les crédits à la consommation délivrés par les banques sont nettement orientés à la hausse en 2010.
- ✓ Les crédits à l'habitat connaissent une progression significative sur l'ensemble de l'année 2010, grâce à la dynamique positive du second semestre.

LES MÉNAGES - CONSOMMATION DES MÉNAGES

CRÉDITS À LA CONSOMMATION

L'impact statistique du surcroît de déclarations enregistrées à la suite de l'arrivée d'un acteur de taille dans le département a fortement marqué la transition entre le dernier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010 (cf. ci-dessous à gauche).

Le lissage statistique permet de nuancer cet impact, tout en confirmant la nette tendance à la hausse impulsée par ce nouvel entrant (cf. ci-dessous à droite) : +1,9% entre le premier et le second semestre 2010, +3,7% entre le second et le troisième trimestre, stabilité entre le troisième et le quatrième semestre 2010.



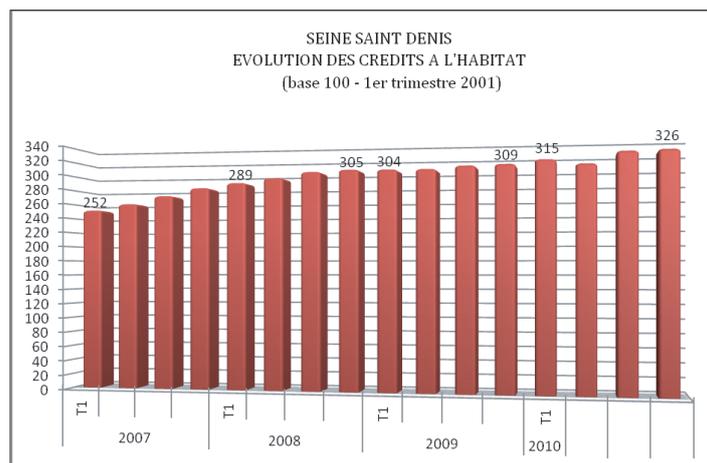
Source : Banque de France

LES MÉNAGES - L'INVESTISSEMENT DES MÉNAGES

CRÉDITS À L'HABITAT

Le premier trimestre 2010 a prolongé la tendance à une évolution contenue mais néanmoins contrastée de la demande de crédits à l'habitat enregistrée tout au long de l'année 2009.

Après un repli de -2,2% entre le premier et le second trimestre, les troisième et quatrième trimestres 2010 ont conclu l'année par un rebond cumulé de +4,5%. En glissement annuel par rapport à 2009, le second semestre 2010 affiche une progression de +5,1%.



Source : Banque de France

LES ENTREPRISES

- ✓ Le nombre d'immatriculations au RCS est légèrement orienté à la hausse, compensant l'augmentation plus sensible des radiations.
- ✓ Après 4 années de constante augmentation, le nombre d'immatriculations au Répertoire des Métiers est en repli en 2010 par rapport à 2009. Les radiations connaissent un léger fléchissement.
- ✓ Le déficit commercial de la Seine-Saint-Denis se creuse en 2010, en dépit de la progression des exportations.
- ✓ Le chiffre d'affaires des entreprises et les recettes fiscales du département repartent à la hausse après deux années de repli.
- ✓ Les encours des crédits à l'équipement des entreprises sont nettement orientés à la baisse en 2010, en particulier au second semestre.
- ✓ La Seine-Saint-Denis continue à être financée dans le cadre du Fonds Unique Interministériel, mais dans une moindre mesure que dans les autres départements franciliens.

LES ENTREPRISES - DÉMOGRAPHIE D'ENTREPRISE

ANALYSE DES ENREGISTREMENTS AU RCS EN 2010

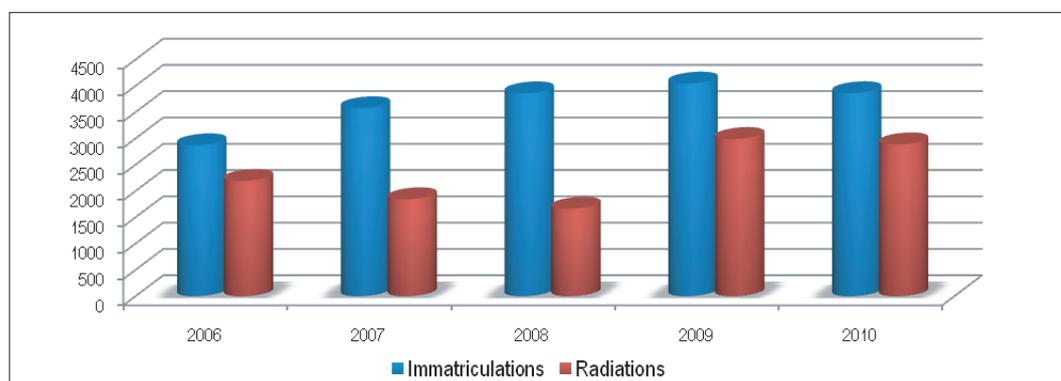
			2007	2008	2009	2010	Février 2011
IMMATRICULATIONS	A	PERS. PHYSIQUES	1 532	1 543	1 107	724	114
	B	PERS. MORALES	7 773	7 931	7 634	7 936	1 461
	C	G.I.E.	17	9	13	6	1
	D	S.C.I.	1 475	1 243	1 141	1 393	228
TOTAL			10 797	10 726	9 895	10 059	1 804
MODIFICATIONS			18 340	17 434	17 183	16 867	2 790
RADIATIONS			9 301	7 698	7 566	8 874	1 549
COMPTES ANNUELS			18 999	20 324	20 787	21 364	1 710

Source : Tribunal de Commerce

Le nombre total d'immatriculations connaît une hausse de 1,7% par rapport à 2009, modérée par le recul sensible du nombre d'immatriculations de personnes physiques (-34,6%). Le département enregistre 8 874 radiations, soit une progression de 17,3%, surtout liée au « nettoyage » du RCS qui contenait une part d'entreprises disparues mais n'ayant pas engagé la procédure de radiation. Néanmoins, le solde reste positif à +1 185.

EVOLUTION DES CRÉATIONS ET DES RADIATIONS AU CENTRE DE FORMALITÉS DES ENTREPRISES DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT

Le 1er janvier 2011 un nouveau statut est entré en vigueur : l'Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée - EIRL - qui permet aux dirigeants de séparer leur patrimoine professionnel de leur patrimoine personnel. En permettant à l'artisan de protéger ses biens personnels en cas de faillite, ce nouveau statut le fera bénéficier d'une fiscalité plus favorable au développement.



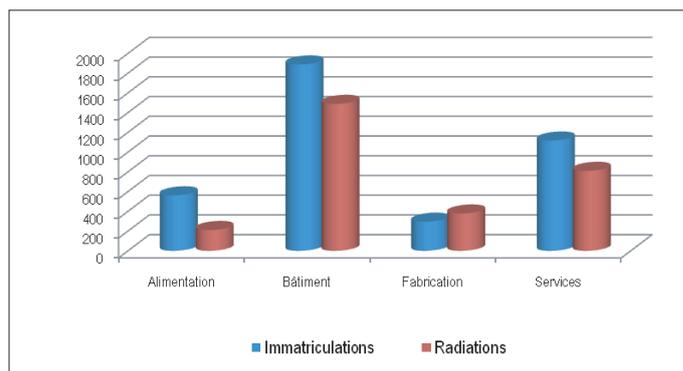
Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat

Après 4 années de constante augmentation, le nombre d'immatriculations a diminué de 4,5% entre 2009 et 2010. Si le nombre de radiations a légèrement baissé par rapport à l'année 2009, il reste à un niveau élevé. C'est ainsi que le solde immatriculations/radiations est de 974 entreprises en 2010 alors qu'il était de 2 194 entreprises en 2008.

LES ENTREPRISES - DÉMOGRAPHIE D'ENTREPRISE

	Immatriculations 2010	Radiations 2010
Alimentation	562	211
Bâtiment	1888	1489
Fabrication	295	378
Services	1117	810
Total	3862	2888

Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat



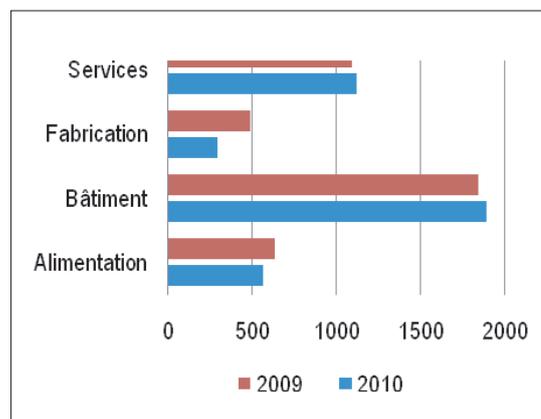
Les créations

Nombre d'immatriculations par secteur

Secteurs professionnels	2009	2010	Comparatif 2009/2010
Alimentation	632	562	-11%
Bâtiment	1841	1888	3%
Fabrication	485	295	-39%
Services	1087	1117	3%
Total	4045	3862	-4,52%

Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat

Immatriculations 2009/2010



Sur l'année 2010, le Répertoire des Métiers a immatriculé 3 862 entreprises. La baisse globale est principalement due à la chute des immatriculations dans le secteur de la Fabrication (-39%) et de l'Alimentation (-11%).

Alors que le **secteur de l'alimentation** était celui qui, globalement, avait le mieux résisté à la crise, il s'avère qu'il ne bénéficie pas encore du regain d'activité annoncé. Notons d'autre part que la grande majorité des créations dans le secteur alimentaire concerne des entreprises de préparation de plats à emporter : 372 entreprises créées cette année.

Le **secteur de la fabrication** est en repli et ce depuis 2008 mais nous verrons que la baisse des radiations indique une légère amélioration du marché. Si le climat des affaires au niveau national se révèle relativement favorable, il serait nécessaire de conduire une investigation plus pointue pour que l'on puisse accréditer l'hypothèse d'une tendance similaire au niveau départemental.

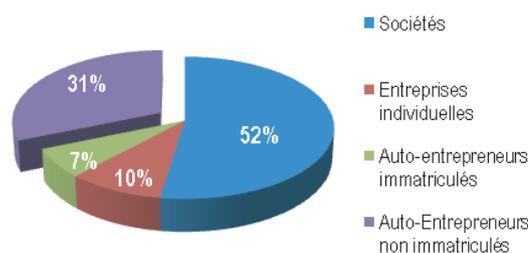
Les **artisans de services** bénéficient d'une légère progression de leur activité au cours de l'année 2010. Le nombre d'immatriculations s'est maintenu par rapport à l'année 2009 et ce, dans toutes les professions. Ainsi, la régression des activités de services, constatée depuis deux ans au niveau national et engendrée par le ralentissement de la consommation des ménages, ne s'est pas observée sur le département.

LES ENTREPRISES - DÉMOGRAPHIE D'ENTREPRISE

Dans le **secteur du bâtiment**, on enregistre une augmentation des immatriculations contrairement à l'année 2009 qui avait été marquée par une baisse non négligeable des créations d'entreprises. Les immatriculations dans le domaine de la construction de maisons individuelles ont quasiment doublé par rapport à l'année précédente qui avait enregistré un déclin nettement plus marqué sur le marché du neuf que sur le marché de l'entretien-rénovation.

Répartition des créations par statut

Statuts juridiques	Entreprises
Sociétés	2 947
Entreprises individuelles	537
Auto-entrepreneurs immatriculés	378
Total des immatriculations	3 862
AE non immatriculés	1 763
Total des créations	5 625



Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat

Le **statut de société** a été choisi par 75% des nouveaux chefs d'entreprises alors que celui d'entreprise individuelle, concurrencé par le régime de l'auto-entrepreneur, est en déclin (-24,36%).

Si depuis le 1er avril 2010, les **auto-entrepreneurs** exerçant à titre principal une activité du secteur artisanal doivent être immatriculés au Répertoire des Métiers, avant cette date, ils n'étaient pas comptabilisés dans les statistiques de la Chambre de Métiers. Il s'avère qu'un grand nombre de créateurs ont recours à ce nouveau régime pour tester leur projet. En 2009, le phénomène des auto-entrepreneurs a attiré de nombreuses personnes souhaitant se lancer dans l'entrepreneuriat ou cumuler des pratiques professionnelles.

En 2010, ce régime s'est installé dans le panel des formes juridiques et sociales mises à la disposition des entrepreneurs. Le régime de l'auto-entrepreneuriat sur 2010 est en augmentation de 16% par rapport à 2009 avec 2141 déclarations. Les auto-entrepreneurs immatriculés depuis le 1er avril constituent par ailleurs 10% des immatriculations.

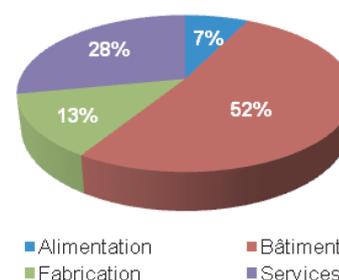
Les radiations

Nombre de radiations par secteur

Secteurs professionnels	2009	2010	Comparatif 2009/2010
Alimentation	237	211	- 11%
Bâtiment	1 483	1 489	+ 0,4%
Fabrication	520	378	- 27%
Services	751	810	+ 8%
Total	2 991	2 888	- 3,44%

Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat

Répartition sectorielle des radiations



LES ENTREPRISES - DÉMOGRAPHIE D'ENTREPRISE

On note un **léger ralentissement des radiations sur 2010** et ce dans tous les secteurs. Alors que le nombre de radiations avait augmenté de 64% entre 2008 et 2009, il a baissé de 3,44% cette année. Particulièrement affaiblie en fin d'année 2009, l'économie artisanale du département esquisse ses tout premiers signes de reprise.

Le tissu économique artisanal

Au 31 décembre 2010, l'Artisanat en Seine-Saint-Denis représente 21 082 entreprises réparties en 4 secteurs :

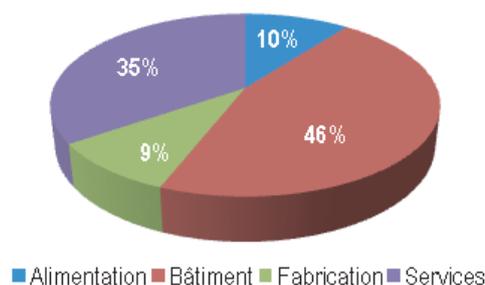
- Alimentation : boulangers, pâtisseries, poissonniers, préparation de plats à emporter, etc.
- Fabrication : bijoutiers, fabricants de meubles, imprimerie et arts graphiques, prothésistes dentaires, fabrication de vêtements, etc.
- Bâtiment : maçons, plombiers, électriciens, serruriers, etc.
- Services : taxis, coiffeurs, cordonniers, réparateurs de matériel électroménager et informatique, nettoyeurs de locaux, fleuristes, réparateurs d'automobiles et de cycles, teinturiers, blanchisseurs, etc.

Détail et évolution de la représentation sectorielle

Secteurs professionnels	Entreprises 2009	Entreprises 2010	Variations 2009/2010
Alimentation	2 073	2 192	+ 5,74%
Bâtiment	9 272	9 608	+ 3,62%
Fabrication	1 879	1 982	+ 5,48 %
Services	6 983	7 300	+ 4,54%
TOTAL	20 207	21 082	+ 4,33%

Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat

Répartition des entreprises par secteur professionnel

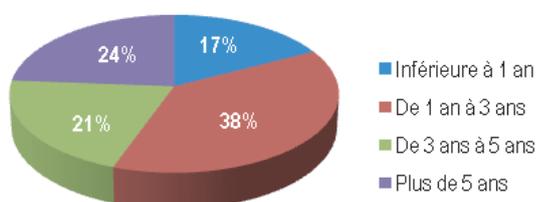


Moins d'entreprises en difficulté sur l'année 2010

Le nombre d'entreprises en difficulté qui ont sollicité la Chambre de Métiers et de l'Artisanat via le dispositif SOS Artisans a particulièrement baissé par rapport à l'année précédente. Ce sont 66 entreprises qui ont sollicité une aide auprès de la Chambre en 2010, alors qu'elles étaient environ 130 en 2009. Si on peut se réjouir de la baisse des demandes formulées auprès des services de la Chambre, on perçoit une incertitude ambiante. Un certain nombre d'entreprises restent confrontées à de sérieuses difficultés de trésorerie et redoutent de devoir cesser leur activité.

Un secteur jeune

Ancienneté des entreprises

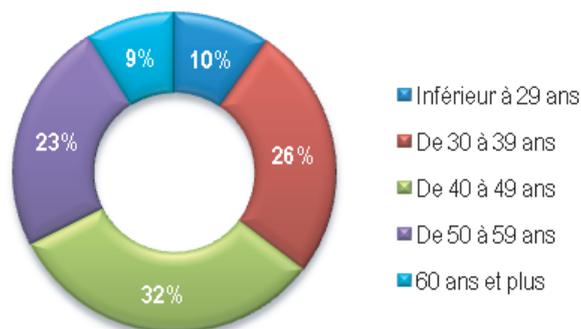


Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat

Le taux de renouvellement des entreprises est de 21,22% en 2010 alors qu'il était de 23,49% en 2009. L'artisanat en Seine-Saint-Denis demeure fragile avec seulement 24% de ses dirigeants à la tête d'une entreprise de plus de cinq années d'existence. Il est particulièrement jeune, 55% des entreprises ont moins de trois années d'existence contre 34,5% au niveau régional.

LES ENTREPRISES - DÉMOGRAPHIE D'ENTREPRISE

Age des dirigeants



9% des dirigeants d'entreprises artisanales seront confrontés à des enjeux de transmission-reprise.

Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat

Note générale sur le secteur de l'artisanat

L'année 2010, concernant la création d'entreprises, a été très dynamique. En France, 622 000 entreprises ont été créées, soit 7% de plus qu'en 2009. La hausse est nette, même si elle est très inférieure à celle de 2009 (+75%), année où le régime de l'auto-entrepreneur avait été mis en place avec un très grand succès.

Pour le secteur artisanal, l'Assemblée Permanente des Chambres de Métiers et de l'Artisanat (APCMA) indique un taux de croissance des créations pour 2010 de +14% par rapport à 2009. Ce dynamisme est équivalent dans le réseau des CMA d'Île-de-France : +13,48% avec 23 628 nouvelles entreprises. Dans notre département, on constate en revanche une baisse des immatriculations (-4,7%). Rappelons que l'année 2009 avait cependant été marquée par une augmentation des créations à l'inverse des autres CMA d'Île de France. Le volume des créations avait en effet bondi de 34,5% et celui des immatriculations avec un statut traditionnel de 5%.

Il est toutefois important de préciser que les indicateurs nationaux et régionaux de la création d'entreprises comptabilisent désormais les auto-entrepreneurs déclarant exercer une activité principale mais également secondaire dans l'un des métiers de l'artisanat.

Malgré près de 2 900 radiations en 2010, cette année a connu un léger fléchissement : -3,44% par rapport à 2009. La forte poussée des cessations d'entreprises entre 2008 et 2009 (+64%) placent le niveau des radiations dans des volumes assez élevés. Les secteurs de l'Alimentation et de la Fabrication ont stoppé semble-t-il l'hémorragie des cessations d'entreprises. Bien que les indicateurs nationaux soient relativement favorables, le secteur du bâtiment enregistre encore des pertes considérables. Si la tendance initiée sur le second semestre devait se poursuivre, l'année 2011 confirmerait un nombre plus élevé d'entreprises ayant maintenu leurs activités.

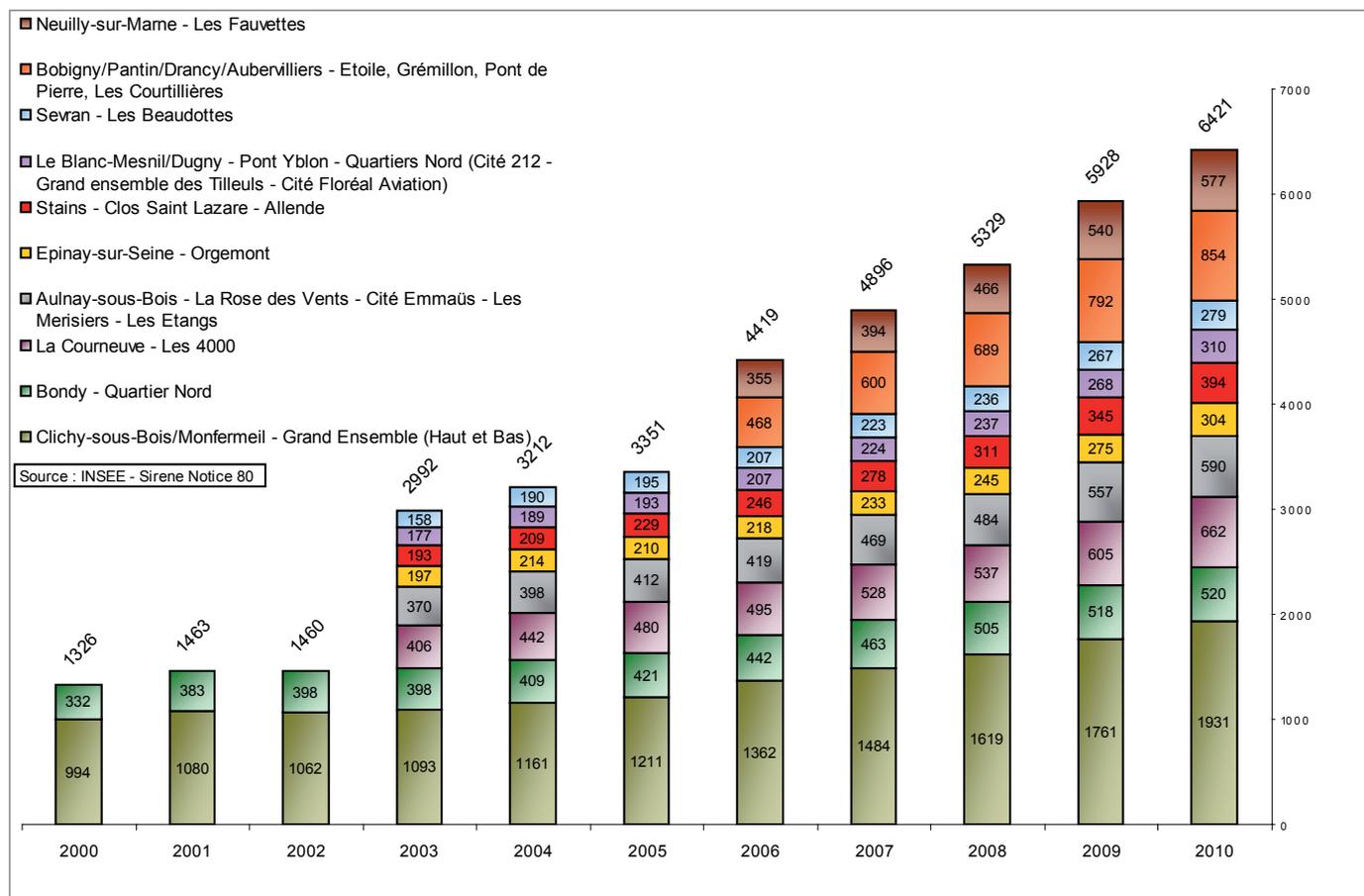
Sur les années assez similaires 2009 et 2010, l'artisanat en Seine-Saint-Denis aura vécu les mouvements extrêmes de ses immatriculations et radiations d'entreprises.

Le taux de renouvellement des entreprises assez élevé indique qu'une grande partie des structures n'ont pas atteint une maturité économique. Ne disposant pas encore d'emprunts commerciales régulières leur garantissant une assise financière et une solvabilité bancaire, elles demeurent fragiles. Les entreprises artisanales, à la différence d'autres secteurs économiques, ont besoin de temps pour s'attacher des relations commerciales et la confiance des particuliers. Ainsi, en Seine-Saint-Denis la pérennité des entreprises en phase de développement initial est un enjeu essentiel pour le maintien des savoir-faire et d'une offre de services de proximité au cœur des villes du département.

LES ENTREPRISES - DÉMOGRAPHIE D'ENTREPRISE

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS HORS SECTEUR PUBLIC IMPLANTÉS EN ZFU : ÉVOLUTION DEPUIS 2001

Evolution et répartition du nombre d'établissements en ZFU



Source : Chambre de commerce et d'industrie de Paris

Les ZFU de Seine-Saint-Denis confirment leur dynamisme économique : le nombre total d'établissements privés est de 6 421 en 2010, soit une progression de 8,3% sur un an. Cette hausse est toutefois plus modérée qu'en 2009 (+11,2%).

Les ZFU du Blanc-Mesnil/Dugny (+15,7%) et de Stains (+14,2%) sont les plus attractives : d'une part, les actions de sensibilisation et d'accompagnement à l'entrepreneuriat menés par la nouvelle Maison de l'Emploi et du Développement Économique du Blanc-Mesnil (créée en janvier 2010) ont contribué à la progression des créations d'entreprises sur la commune et en particulier sur la ZFU. D'autre part, la réalisation du programme immobilier Foxtrot, dont une partie a déjà été livrée en 2010, sur la ZAC du Bois Moussay à Stains a permis l'implantation de nouvelles sociétés sur la ZFU.

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

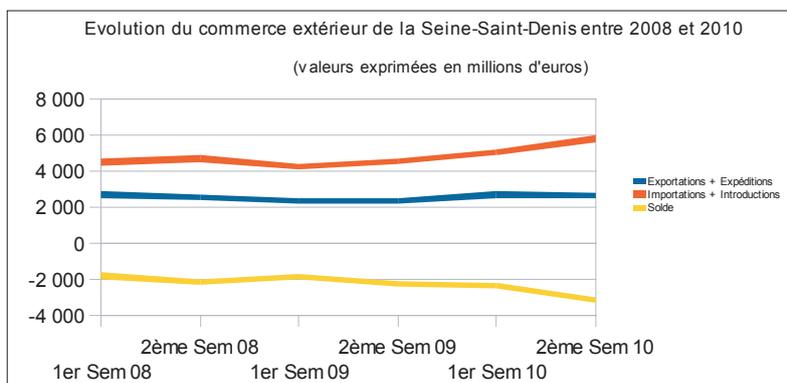
LE COMMERCE EXTÉRIEUR EN SEINE-SAINT-DENIS EN 2010

Approche globale

Le solde commercial de la Seine-Saint-Denis accuse un déficit cumulé de 5,469 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année. On constate pour 2010 une aggravation du solde du commerce extérieur (- 41 %) due à une progression des importations et introductions (+ 26,32 %) plus significative que celle des exportations et expéditions (+ 12,56 %).

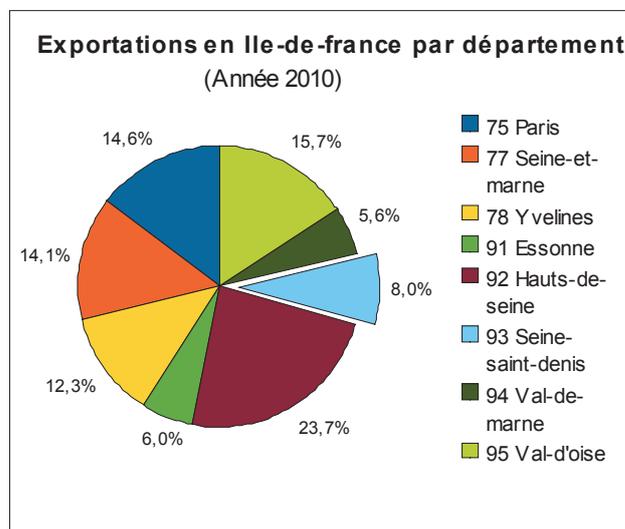
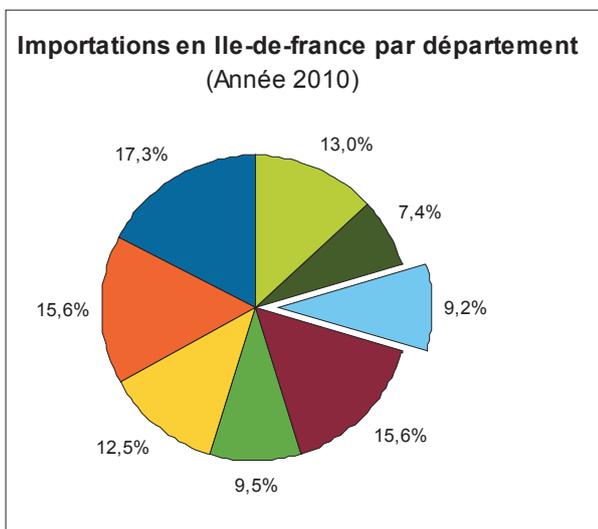
Évolution du commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis (données exprimées en millions d'euros)

Flux / Période	1er Sem 08	2ème Sem 08	1er Sem 09	2ème Sem 09	1er Sem 10	2ème Sem 10	2ème Sem 2010 / 2ème Sem 2009
Exportations + Expéditions	2 731	2 597	2 389	2 375	2 704	2 673	+12,56%
Importations + Introductions	4 511	4 721	4 235	4 587	5 052	5 795	+26,32%
Solde	-1 780	-2 124	-1 846	-2 212	-2 348	-3 121	-41,10%



Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

Au sein des départements importateurs de l'Ile-de-France, la Seine-Saint-Denis est à la 7ème position et représente 9,2 % du volume global. Au niveau des exportations, il se situe devant l'Essonne et le Val-de-Marne avec un volume de 8 %.



Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

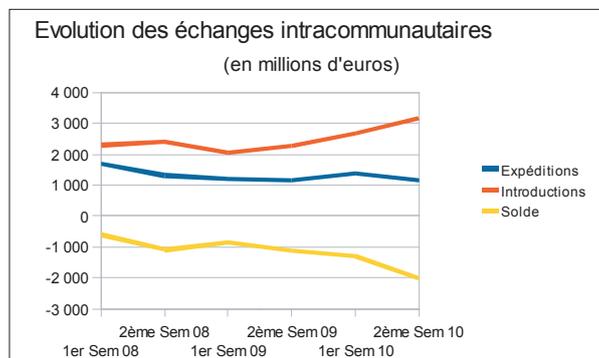
LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Commerce intracommunautaire

Le solde des échanges intracommunautaires de la Seine-Saint-Denis demeure déficitaire au 1^{er} semestre 2010 pour un montant de -1,294 milliards d'€. La hausse des introductions durant le 1^{er} semestre 2010 est significative. Les importations en provenance de l'Union européenne augmentent vivement soit plus de 29%. Le volume des expéditions a progressé dans une moindre mesure soit plus de 10%.

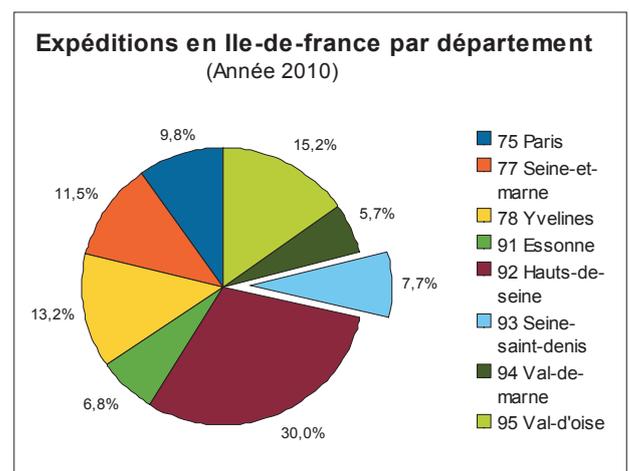
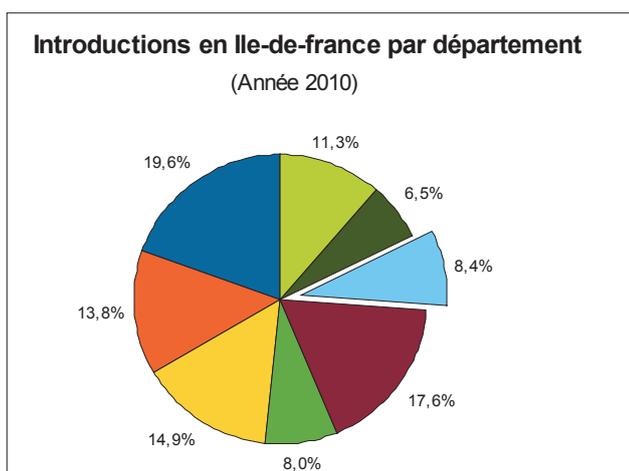
Évolution du commerce intracommunautaire de la Seine-Saint-Denis (en millions d'euros)

Flux / Période	1er Sem 08	2ème Sem 08	1er Sem 09	2ème Sem 09	1er Sem 10	2ème Sem 10	2ème Sem 2010 / 2ème Sem 2009
Expéditions	1 699	1 318	1 215	1 151	1 366	1 159	+0,64%
Introductions	2 297	2 404	2 062	2 265	2 671	3 154	+39,26%
Solde	-598	-1 087	-846	-1 113	-1 305	-1 995	-79,20%



Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

Au sein des départements d'Ile-de-France, la Seine-Saint-Denis est à la 6^{ème} position pour ce qui concerne les échanges intracommunautaires que ce soit pour les introductions (qui représentent 8,4 % du volume global) ou les expéditions (7,7 %).



Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

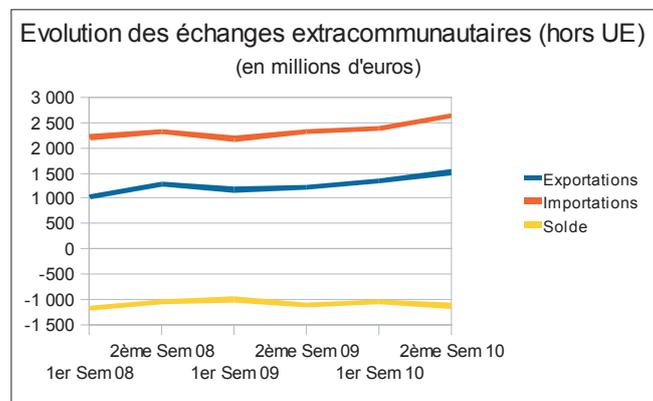
LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Commerce extracommunautaire

Le solde des échanges hors communauté européenne de la Seine-Saint-Denis creuse très légèrement son déficit au 2ème semestre 2010 avec un montant de - 1,126 milliard d'euros, soit une diminution de - 2,5 % en un an (- 2,169 milliards d'euros cumulés sur l'année). Cette aggravation du solde du commerce extérieur est due au fait que l'augmentation des importations en valeur (+ 3,19 millions d'euros) est plus conséquente que celle des exportations (+ 2,91 millions d'euros). On constate néanmoins que les exportations repartent à la hausse en 2010 (+ 23,78 % sur les 12 derniers mois).

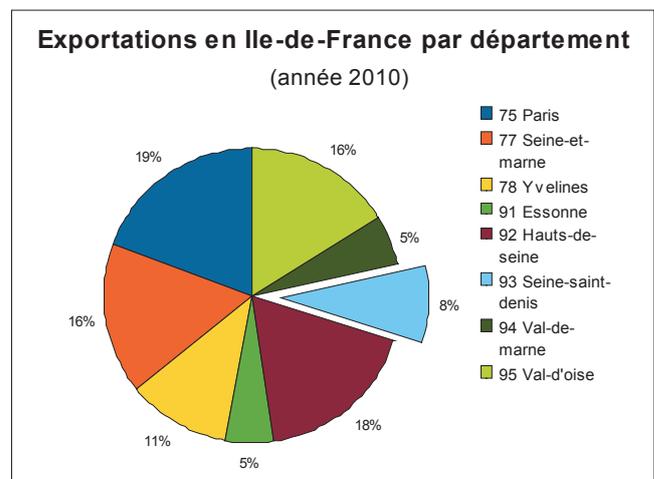
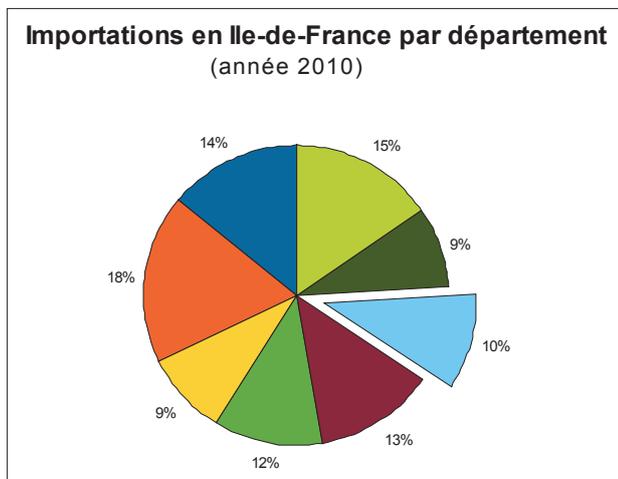
Évolution du commerce extracommunautaire de la Seine-Saint-Denis (en millions d'euros)

Flux / Période	1er Sem 08	2ème Sem 08	1er Sem 09	2ème Sem 09	1er Sem 10	2ème Sem 10	2ème Sem 2010 / 2ème Sem 2009
Exportations	1 032	1 279	1 174	1 224	1 337	1 515	23,78%
Importations	2 213	2 316	2 174	2 322	2 381	2 641	13,71%
Solde	-1 181	-1 037	-1 000	-1 099	-1 043	-1 126	-2,50%



Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

Au sein des départements de l'Île-de-France, le département de la Seine-Saint-Denis est situé en 6ème position en matière d'importation (10 %) comme en matière d'exportation (8 %) devant le Val-de-Marne et l'Essonne.



Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Approche sectorielle

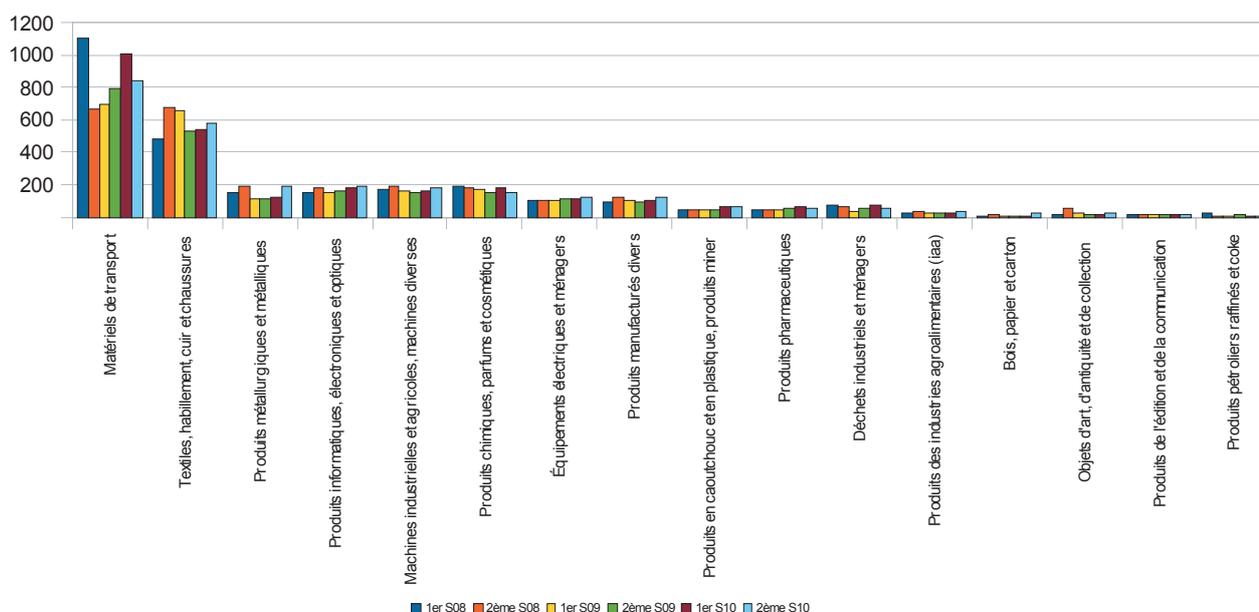
Exportations (dont UE)

Les principaux secteurs d'activité à l'exportation de la Seine-Saint-Denis sont relatifs aux matériels de transport, aux textiles, habillement, cuir et chaussures ainsi qu'aux produits métallurgiques et métalliques (tels que les métaux non ferreux, coutellerie, outillage, quincaillerie...). Comme la majorité des secteurs, ils ont connu une hausse en valeur de leurs exportations en 2010. C'est particulièrement le cas des produits métallurgiques et métalliques qui progressent de près de 63 %.

Évolution des exportations (dont UE) de la Seine-Saint-Denis par secteur d'activité (en millions d'euros)

Secteurs / Exportations + Expéditions	1er S08	2ème S08	1er S09	2ème S09	1er S10	2ème S10	2èmeS10/2èmeS09
Matériels de transport	1106	666	699	789	1002	839	+6,39%
Textiles, habillement, cuir et chaussures	481	672	652	530	539	579	+9,17%
Produits métallurgiques et métalliques	149	191	115	118	122	192	+62,74%
Produits informatiques, électroniques et optiques	153	179	156	164	179	187	+13,73%
Machines industrielles et agricoles, machines diverses	175	195	166	157	163	186	+17,95%
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	188	183	177	156	183	154	-1,53%
Équipements électriques et ménagers	102	103	107	113	119	128	+12,84%
Produits manufacturés divers	96	119	106	94	105	121	+28,70%
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minier	48	46	43	47	61	62	+31,27%
Produits pharmaceutiques	48	45	44	58	70	57	-2,17%
Déchets industriels et ménagers	79	63	40	55	72	52	-6,08%
Produits des industries agroalimentaires (iaa)	27	35	28	28	29	38	+31,78%
Bois, papier et carton	12	17	12	10	12	26	+152,40%
Objets d'art, d'antiquité et de collection	21	60	23	17	18	26	+54,45%
Produits de l'édition et de la communication	14	14	14	16	15	17	+5,97%
Produits pétroliers raffinés et coke	26	5	5	18	12	8	-57,37%

Evolution des exportations + expéditions en 2010 en Seine-Saint-denis par secteur d'activité (en million d'€uros)



Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Importations (dont UE)

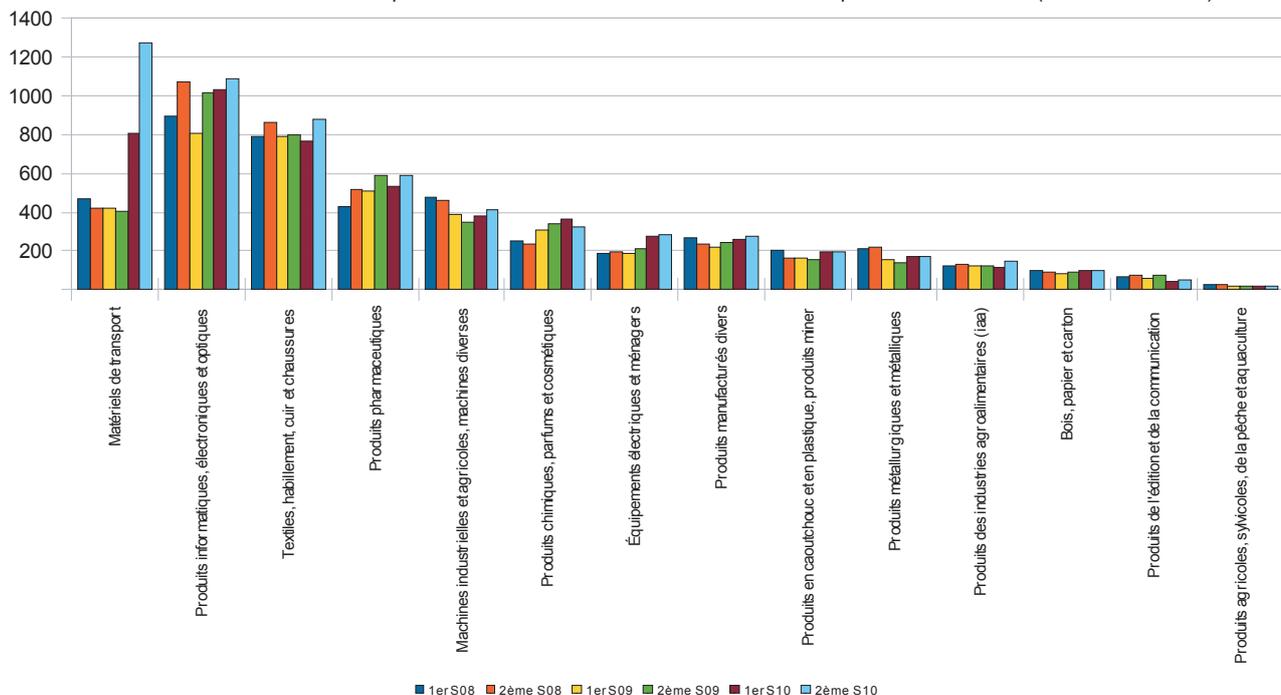
A l'instar de ce que l'on constate pour l'exportation, les matériels de transport et les produits textiles et assimilés figurent parmi les secteurs d'activité principaux à l'importation. La plus forte progression concerne les matériels de transport (+ 215,32 %). Cette forte hausse est due à la fois au dynamisme exceptionnel de l'aéronautique et au regain du secteur de l'automobile en 2010.

Évolution des importations (dont UE) dans la Seine-Saint-Denis par secteur d'activité (en millions d'euros)

Secteurs / Importations + expéditions	1er S08	2ème S08	1er S09	2ème S09	1er S10	2ème S10	2èmeS10/2èmeS09
Matériels de transport	469	419	422	403	804	1272	+215,32%
Produits informatiques, électroniques et optiques	894	1072	806	1018	1029	1090	+7,02%
Textiles, habillement, cuir et chaussures	793	863	788	798	765	882	+10,48%
Produits pharmaceutiques	432	516	505	592	531	591	-0,21%
Machines industrielles et agricoles, machines diverses	474	461	387	350	377	412	+17,67%
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	248	234	310	342	362	323	-5,62%
Équipements électriques et ménagers	187	193	186	214	272	281	+31,58%
Produits manufacturés divers	266	235	222	242	262	272	+12,23%
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minier	201	167	163	156	192	191	+22,76%
Produits métallurgiques et métalliques	212	223	151	138	168	168	+21,47%
Produits des industries agroalimentaires (iaa)	124	134	122	126	111	144	+14,37%
Bois, papier et carton	99	89	86	88	95	96	+8,97%
Produits de l'édition et de la communication	64	72	59	71	44	47	-32,89%
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et aquaculture	24	24	19	15	18	17	+12,31%

Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

Evolution des importations + introductions de la Seine-Saint-Denis par secteur d'activité (en millions d'euros)



Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Approche géographique

Exportations

Exportations (dont expéditions UE) – Palmarès par pays (en million d'euros)

	Pays exportateur	1er S 08	2ème S 08	1er S 09	2ème S 09	1er S 10	2ème S 10	2èmer S09/2èmer S10
1	Etats-unis	132	231	177	192	198	255	+32,87%
2	Italie	344	326	307	261	305	248	-4,88%
3	Allemagne	237	182	217	207	187	177	-14,59%
4	Belgique	240	269	223	136	169	171	+25,54%
5	Royaume-uni	212	111	90	150	161	167	+11,29%
6	Suisse	132	110	117	132	163	152	+15,47%
7	Espagne	257	144	148	181	180	112	-38,14%
8	Russie	46	57	35	43	41	98	+124,84%
9	Japon	55	118	113	96	91	97	+1,17%
10	Algérie	79	113	97	96	93	79	-17,04%
11	Chine	53	49	51	44	63	74	+66,94%
12	Hong-kong	30	41	47	56	64	65	+15,02%
13	Maroc	45	38	42	35	38	54	+52,68%
14	Tunisie	35	27	26	30	38	42	+38,83%
15	Portugal	62	41	44	24	48	42	+74,25%

Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

Au niveau des pays tiers, les États-Unis, la Suisse et la Russie sont les pays vers lesquels la Seine-Saint-Denis effectue le plus d'exportations. On constate globalement une hausse des exportations à destination des pays tiers en 2010. Ainsi les exportations ont progressé de + 32,9 % vers les États-Unis, de + 124,9 % vers la Russie mais également de + 66,94 % vers la Chine.

Parmi les pays membres de l'UE, l'Italie, l'Allemagne et la Belgique restent les mieux classés.

Exportations (dont expéditions UE) par zones et accords (en million d'euros)

Zone ou accord	1er S 08	2ème S 08	1er S 09	2ème S 09	1er S 10	2ème S 10	2èmer S09/2èmer S10
Europe	1964	1575	1444	1407	1649	1502	+6,71%
Union européenne à 27	1699	1318	1215	1151	1366	1159	+0,64%
Nouveaux adhérents	116	105	76	72	88	79	+8,95%
Asie	240	340	352	346	379	408	+18,07%
ASEAN	31	40	36	38	51	55	+43,16%
Amérique	188	296	229	259	282	355	+37,16%
ALENA	150	256	195	209	223	293	+40,28%
MERCOSUR	21	26	21	34	41	43	+24,07%
Afrique	241	274	264	265	276	292	+10,36%
Proche et moyen orient	71	87	82	75	96	88	+17,90%

Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

L'Europe figure toujours parmi les partenaires économiques privilégiés la Seine-Saint-Denis.

En 2010, les exportations en provenance de la Seine-Saint-Denis repartent à la hausse, et cela toute destination confondue. Les progressions les plus notables concernent l'ASEAN (+ 43,16 %) et l'ALENA (+ 40,28 %).

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Importations

Importations (dont introductions UE) – Palmarès par pays (en million d'euros)

	Pays importateur	1er S 08	2ème S 08	1er S 09	2ème S 09	1er S 10	2ème S 10	2èmer S09/2èmer S10
1	Espagne	135	121	140	114	457	1003	+783,54%
2	Chine	664	763	666	718	777	949	+32,15%
3	Allemagne	605	606	522	585	540	513	-12,29%
4	Hongrie	163	255	153	171	245	287	+67,88%
5	Etats-unis	321	273	241	227	221	280	+23,35%
6	Italie	294	277	241	232	243	244	+4,86%
7	Slovaquie	181	256	242	337	264	212	-37,27%
8	Pays-bas	122	113	129	145	157	161	+11,13%
9	Suisse	321	385	313	232	179	142	-38,81%
10	Belgique	139	114	110	122	112	140	+14,30%
11	Republique tcheque	164	142	163	165	209	138	-16,70%
12	Royaume-uni	157	135	113	111	134	132	+18,93%
13	Turquie	131	140	115	113	134	132	+16,11%
14	Russie	2	1	45	76	88	97	+27,94%
15	Japon	102	86	83	70	78	87	+24,12%

Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

L'Espagne, l'Allemagne (- 12 % en un 2010) et la Chine (+ 32 %) demeurent les pays qui réalisent le plus d'importations vers la Seine-Saint-Denis.

Importations (dont introductions UE) par zones et accords (en million d'euros)

Zone ou accord	1er S 08	2ème S 08	1er S 09	2ème S 09	1er S 10	2ème S 10	2èmer S09/2èmer S10
Europe	2767	2946	2550	2702	3094	3550	31,37%
Union européenne à 27	2297	2404	2062	2265	2671	3154	+39,26%
Nouveaux adhérents	571	713	617	748	829	744	-+0,55%
Asie	1083	1165	1047	1079	1150	1372	+27,09%
ASEAN	94	97	84	94	87	96	+2,07%
Amérique	385	323	283	269	286	369	+37,04%
ALENA	372	307	272	257	258	345	34,25%
MERCOSUR	11	13	9	9	16	22	+141,41%
Afrique	67	53	61	58	69	68	+16,86%
Proche et moyen orient	24	35	31	35	25	32	-+9,62%

Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est

L'Europe demeure le partenaire économique principal la Seine-Saint-Denis en matière d'importation. Ainsi 66 % des importations proviennent de l'Europe. Néanmoins, les plus fortes hausses en matière d'importation proviennent de l'Asie (+ 27,09 %) et de l'Amérique du Sud (+ 141,4 % pour le MERCOSUR).

Remarque : Ce bilan statistique inclue les flux de tout le département de la Seine-Saint-Denis et comprend donc la partie de trafic relevant des zones aéroportuaires de Roissy et du Bourget.

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

EVOLUTION DES RECETTES DE TVA EN SEINE-SAINT-DENIS

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

Le chiffre d'affaires

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer.

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

Au titre du seul mois de décembre 2010, les secteurs ayant généré le plus de chiffre d'affaires sont :

- Commerce de gros et intermédiaire du commerce : 27.85 %
- Services aux entreprises : 17.21 %
- Transports : 14.26 %

Année	Chiffre d'affaires global	Evolution
2008	141 708 736 762 €	-0.60%
2009	128 551 843 865 €	-9.28%
2010	132 432 421 286 €	+ 3.02%
2 nd semestre 2009	64 142 970 031 €	+ 3.58%
2 nd semestre 2010	66 439 249 217 €	
Décembre 2009	10 608 961 901 €	+ 5.87 %
Décembre 2010	11 231 368 779 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Le chiffre d'affaire global réalisé au titre des mois de janvier et février 2011 s'élève à, respectivement, 12 928 539 579 € et 10 408 099 250 €.

Le chiffre d'affaires global réalisé au 28/02/2011 (situation cumulée) est de : 23 336 638 829 €.

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre d'affaires sont :

De juillet à décembre 2010

(comparaison 3ème trimestre et 4ème trimestre) :

- Industrie de biens d'équipement : 19.64 %
- Administration : 19.37 %
- Services aux entreprises : 17.63 %
- Industrie automobile : 15.53 %

Entre décembre 2009 et décembre 2010

(comparaison limité au seul mois de décembre, N-1 et N) :

- Services aux entreprises : 22.15 %
- Activités Financières : 18.20 %
- Industries de biens intermédiaires : 17.55 %
- Industries agricoles et alimentaires : 14.26 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur chiffre d'affaires sont :

De juillet à décembre 2010

(comparaison 3ème trimestre et 4ème trimestre) :

- Energie : -72.27%
- Education, Santé, action sociale : -16.96%
- Construction : -11.18%
- Industrie des biens de consommation : -6.61%

Entre décembre 2009 et décembre 2010

(comparaison limité au seul mois de décembre, N-1 et N) :

- Administration : -32.20%
- Divers : -24.54%
- Industrie automobile : -12.63%
- Construction : -9.01%

Entre le 3ème trimestre et le 4ème trimestre 2010, le chiffre d'affaires global a augmenté de 6.76 % ; et de 5.87 % si l'on compare le chiffre d'affaires global relevé au mois de décembre 2010, et celui du mois de décembre 2009.

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution du chiffre d'affaires global :

1) Entre le second semestre 2009 et le second semestre 2010 :

	Chiffre d'affaires global	Evolution
Cumul 2 nd semestre 2009	64 142 970 031 €	+ 3.58%
Cumul 2 nd semestre 2010	66 439 249 217 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre entre ces deux périodes sont :

- Activités financières : 18.95%
- Industrie de biens intermédiaires : 17.15%
- Divers : 10.94%
- Transports : 10.82%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur chiffre d'affaires entre ces deux périodes sont :

- Administration : -56.33%
- Activités immobilières : -25.62%
- Industries de biens d'équipement : -8.59%
- Industrie automobile : -6.89%

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

2) Entre le premier semestre 2010 et le second semestre 2010 :

	Chiffre d'affaires global	Evolution
Cumul 1 ^{er} semestre 2010	65 993 172 069 €	+ 0.68 %
Cumul 2 nd semestre 2010	66 439 249 217 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre d'affaires entre ces deux périodes sont :

- Energie : 130.16%
- Transports : 11.70%
- Activités financières : 9.43%
- Commerce de gros et intermédiaires du commerce : 5.81%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur chiffre d'affaires entre ces deux périodes sont :

- Administration : -49.87%
- Activités immobilières : -24.80%
- Industrie automobile : -14.96%
- Services aux particuliers : -12.64%

La TVA brute totale

Il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France.

Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6% (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche et des prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

En montant de TVA brute, trois secteurs d'activités arrivent en tête pour le seul mois de décembre 2010 :

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 34.77%
- Services aux entreprises : 19.56%
- Commerce de détail et réparation d'articles domestiques : 8.15%

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Année	TVA brute totale (TOTAL TVA COLLECTÉE)	Evolution
2008	19 181 237 453 €	-2,20 %
2009	17 275 178 551 €	- 9,34 %
2010	17 838 139 426 €	+ 3,26 %
2 nd semestre 2009	8 547 290 865 €	+ 4,85 %
2 nd semestre 2010	8 962 132 294 €	
Décembre 2009	1 494 883 943 €	+ 5,61 %
Décembre 2010	1 578 763 734 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

La TVA brute globale collectée au titre des mois de janvier et février 2011 s'élève à, respectivement, 1 761 794 878 € et 1 438 765 143 €.

La TVA brute collectée s'élève à 3 200 560 021 € au 28 février 2011 (situation cumulée).

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée sont :

De juillet à décembre 2010

(comparaison 3^{ème} trimestre et 4^{ème} trimestre) :

- Industries agricoles et alimentaires : 25.99%
- Industries de biens d'équipement : 19.96%
- Services aux entreprises : 18.43%
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 17.63%

Entre décembre 2009 et décembre 2010

(comparaison limité au seul mois de décembre, N-1 et N) :

- Industries de biens intermédiaires : 29.61%
- Activités Financières : 25.31%
- Services aux entreprises : 24.27%
- Industries agricoles et alimentaires : 13.02%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée sont :

De juillet à décembre 2010

(comparaison 3^{ème} trimestre et 4^{ème} trimestre) :

- Energie : -79.39%
- Education, Santé, action sociale : -17.23%
- Construction : -12.83%
- Services aux particuliers : -6.41%

Entre décembre 2009 et décembre 2010

(comparaison limité au seul mois de décembre, N-1 et N):

- Administration : -58.99%
- Divers : -34.13%
- Education, Santé, action sociale : -15.38%
- Industrie automobile : -14.38%

Entre le 3^{ème} trimestre et le 4^{ème} trimestre 2010, la TVA brute collectée globale a progressé de 10.97 % et de 5.61 % si l'on retient comme terme de comparaison les seuls mois de décembre 2009 et décembre 2010.

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution de la TVA brute collectée globale

1) Entre le second semestre 2009 et le second semestre 2010 :

	Montant de la TVA brute totale <i>(TOTAL TVA COLLECTÉE)</i>	Evolution
Cumul 2 nd semestre 2009	8 547 290 865 €	+ 4,85 %
Cumul 2 nd semestre 2010	8 962 132 294 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Industries de biens intermédiaires : 24.34%
- Activités Financières : 21.17%
- Transports : 12.25%
- Services aux entreprises : 11.17%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Administration : -16.27%
- Industries de biens d'équipement : -13.37%
- Energie : -11.49%
- Construction : -5.45%

2) Entre le premier semestre 2010 et le second semestre 2010 :

	Montant de la TVA brute totale <i>(TOTAL TVA COLLECTÉE)</i>	Evolution
Cumul 1 ^{er} semestre 2010	8 876 007 132 €	+ 0.97 %
Cumul 2 nd semestre 2010	8 962 132 294 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Energie : 197.94%
- Industries agricoles et alimentaires : 10.85%
- Activités Financières : 9.29%
- Services aux entreprises : 8.35%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Administration : -38.72%
- Activités immobilières : -26.42%
- Education, Santé, action sociale : -22.89%
- Services aux particuliers : -17.00%

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

La TVA déductible sur immobilisations

Par principe, la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable est déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère, notamment, sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est à dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

Les secteurs ayant effectué les déductions de TVA sur immobilisations les plus élevées sont, pour le seul mois de décembre 2010 :

- Services aux entreprises : 43.32%
- Activités Financières : 33.47%
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 2.69%
- Services aux particuliers : 2.08%

Année	TVA déductible sur immobilisations	Evolution
2008	1 205 683 987 €	+19,59 %
2009	1 110 608 262 €	- 7,89 %
2010	1 122 546 082 €	+1.07 %
2 nd semestre 2009	569 372 250 €	+ 1.95 %
2 nd semestre 2010	580 493 063 €	
Décembre 2009	81 523 647 €	+ 0.72 %
Décembre 2010	82 111 541 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

La TVA déductible sur immobilisations déduite au titre des mois de janvier et février 2011 s'élève à, respectivement à 132 155 406 € et 75 874 335 €.

La TVA déduite globalement sur les immobilisations s'élève à 208 029 741 € au 28 février 2011 (situation cumulée).

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations sont :

De juillet à décembre 2010
(comparaison 3^{ème} trimestre et 4^{ème} trimestre) :

- Transports : 269.82%
- Industrie automobile : 198.64%
- Industries de biens intermédiaires : 59.58%
- Industries de biens d'équipement : 23.94%

Entre décembre 2009 et décembre 2010
(comparaison limité au seul mois de décembre, N-1 et N):

- Industrie automobile : 160.50%
- Energie : 80.34%
- Divers : 76.77%
- Construction : 68.53%

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations sont :

De juillet à décembre 2010 (comparaison 3ème trimestre et 4ème trimestre) :	Entre décembre 2009 et décembre 2010 (comparaison limité au seul mois de décembre , N-1 et N):
- Energie : -88.13%	- Administration : -91.99%
- Commerce et réparation automobile : -34.37%	- Industries de biens d'équipement : -55.62%
- Education, Santé, action sociale : -25.53%	- Industries de biens intermédiaires : -55.55%
- Commerce de détail et réparation d'articles domestiques : -18.32%	- Education, Santé, action sociale : -50.40%

Les déductions globales de TVA sur immobilisations ont reculé de 13.19 % entre le 3ème trimestre et le 4ème trimestre 2010 ; toutefois si l'on compare les données relevées sur les seuls mois de décembre 2009 et décembre 2010, une hausse de 0.72 % peut être constatée.

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution des déductions globales de TVA sur immobilisations :

1) Entre le second semestre 2009 et le second semestre 2010 :

	Montant de TVA déductible sur immobilisations	Evolution
Cumul 2 nd semestre 2009	569 372 250 €	+ 1.95 %
Cumul 2 nd semestre 2010	580 493 063 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Commerce et réparation automobile : 124.04%
- Industrie automobile : 82.62%
- Divers : 58.87%
- Transports : 49.92%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Administration : -58.07%
- Industries de biens d'équipement : -45.67%
- Energie : -31.87%
- Industries de biens intermédiaires : -18.93%

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

2) Entre le premier semestre 2010 et second semestre 2010 :

	Montant de TVA déductible sur immobilisations	Evolution
Cumul 1 ^{er} semestre 2010	542 053 019 €	+ 7.09 %
Cumul 2 nd semestre 2010	580 493 063 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Energie : 588.47%
- Commerce et réparation automobile : 69.59%
- Transports : 44.67%
- Services aux entreprises : 18.42%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Industrie automobile : -93.28%
- Industries de biens d'équipement : -43.76%
- Construction : -37.61%
- Industries de biens intermédiaires : -37.38%

La TVA nette à payer

Il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Les sommes effectivement encaissées sont d'un montant inférieur à celui déclaré dans la mesure où certaines entreprises ne versent pas au Trésor public la TVA due du fait de la conjoncture ou du comportement des dirigeants. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement du service des impôts.

De plus, il convient de noter que le montant dû ou payé de TVA est fortement impacté par les investissements et les exportations réalisés par les entreprises les plus importantes.

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

Trois secteurs d'activité concourent plus particulièrement à alimenter les recettes TVA en décembre 2010 :

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 34.33%
- Services aux entreprises : 29.60%
- Activités Financières : 9.55%

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Année	TVA nette à payer	Evolution
2008	5 607 413 452 €	-2,65 %
2009	5 421 967 476 €	- 3.31 %
2010	5 427 419 409 €	+ 0.10 %
2 nd semestre 2009	2 658 121 116 €	+ 2.57 %
2 nd semestre 2010	2 726 403 245 €	
Décembre 2009	441 032 638 €	+10.48 %
Décembre 2010	487 234 787 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

La TVA nette à payer au titre des mois de janvier et février 2011 s'élève à, respectivement à 574 123 727 € et 443 328 192 €.

La TVA nette globale à payer s'élève à 1 017 451 919 € au 28 février 2011 (situation cumulée).

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer sont :

De juillet à décembre 2010
(comparaison 3^{ème} trimestre et 4^{ème} trimestre) :

- Industries agricoles et alimentaires : 57.72%
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 32.95%
- Services aux entreprises : 30.77%
- Industrie automobile : 16.17%

Entre décembre 2009 et décembre 2010
(comparaison limité au seul mois de décembre, N-1 et N) :

- Services aux entreprises : 48.97%
- Industries de biens intermédiaires : 18.34%
- Activités Financières : 15.08%
- Divers Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 13.34%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer sont :

De juillet à décembre 2010
(comparaison 3^{ème} trimestre et 4^{ème} trimestre) :

- Commerce de détail et réparation d'articles domestiques : -36.49%
- Energie : -26.03%
- Services aux particuliers : -20.38%
- Construction : -13.92%

Entre décembre 2009 et décembre 2010
(comparaison limité au seul mois de décembre, N-1 et N) :

- Divers : -61.21%
- Administration : -44.32%
- Energie : -34.21%
- Construction : -23.00%

La TVA nette à payer a augmenté de 15.91 % entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre 2010, et de 10.48 % si l'on retient comme terme de comparaison les seuls mois de décembre 2009 et 2010.

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution de la TVA nette à payer

1) Entre le second semestre 2009 et le second semestre 2010 :

	Montant de la TVA nette à payer	Evolution
Cumul 2 nd semestre 2009	2 658 121 116 €	2.57 %
Cumul 2 nd semestre 2010	2 726 403 245 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Energie : 349.63%
- Transports : 16.17%
- Activités Financières : 13.83%
- Services aux entreprises : 13.33%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Industries de biens d'équipement : -26.55%
- Construction : -20.54%
- Industries agricoles et alimentaires : -18.82%
- Industries de biens de consommation : -16.39%

2) Entre le premier semestre 2010 et le second semestre 2010 :

	Montant de TVA nette à payer	Evolution
Cumul 1 ^{er} semestre 2010	2 701 016 164 €	0.94 %
Cumul 2 nd semestre 2010	2 726 403 245 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Services aux entreprises 13.99%
- Activités Financières 11.80%
- Industries agricoles et alimentaires 10.82%
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce 10.18%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Administration : -60.86%
- Education, Santé, action sociale : -44.95%
- Services aux particuliers : -28.53%
- Activités immobilières : -24.38%

LES ENTREPRISES - ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

Comparaison résultats 2009/ 2010 : Seine-Saint-Denis

En matière de chiffre d'affaires

Secteurs d'activité ayant connu la plus forte progression

- Divers : 22.73 %
- Industries de biens intermédiaires : 17.32 %
- Commerce et réparation automobile : 10.93 %
- Industrie automobile : 9.32 %

Secteurs d'activité ayant connu la plus forte baisse

- Administration : -22.46 %
- Activités immobilières : -8.47 %
- Industries de biens d'équipement : -4.94 %
- Energie : -4.43 %

En matière de TVA brute collectée

Secteurs d'activité ayant connu la plus forte progression

- Industries de biens intermédiaires : 21.95 %
- Divers : 15.78 %
- Transports : 11.59 %
- Industrie automobile : 10.57 %

Secteurs d'activité ayant connu la plus forte baisse

- Industries de biens d'équipement : -8.28 %
- Energie : -7.23 %
- Services aux particuliers : -6.94 %
- Industries de biens de consommation : -2.13 %

En matière de TVA déductible sur immobilisations

Secteurs d'activité ayant connu la plus forte progression

- Industrie automobile : 581.03 %
- Commerce et réparation automobile : 58.78 %
- Activités Financières : 14.67 %
- Construction : 14.60 %

Secteurs d'activité ayant connu la plus forte baisse

- Industries de biens d'équipement : -52.71 %
- Administration : -48.58 %
- Energie : -34.96 %
- Activités immobilières : -27.27 %

En matière de TVA nette à payer

Secteurs d'activité ayant connu la plus forte progression

- Energie : 215.31 %
- Administration : 37.99 %
- Industrie automobile : 16.97 %
- Education, Santé, action sociale : 14.23 %

Secteurs d'activité ayant connu la plus forte baisse

- Services aux particuliers : -17.81 %
- Industries de biens d'équipement : -13.84 %
- Industries agricoles et alimentaires : -13.10 %
- Construction : -12.83 %

LES ENTREPRISES - NIVEAU DE L'INVESTISSEMENT

Synthèse

Données globales : Seine-Saint-Denis (en milliards d'euros)

Période	Chiffre d'affaires		TVA Brute totale (application des taux de TVA)		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette à payer	
	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %
Année 2008	141,71	-0.60%	19,18	-2.20%	1,21	19.59%	5,60	-2.65%
Année 2009	128,55	-9.28%	17,27	-9.34%	1,11	-7.89%	5,42	-3.31%
Année 2010	132.43	+3.02%	17.84	+3.26%	1.12	+1.07%	5.43	+0.10%
1 ^{er} semestre 2010	65.99	+0.68%	8.88	+0.97%	0.542	+7.09%	2.70	+0.94%
2 nd semestre 2010	66.44		8.96		0.580		2.73	
2 nd semestre 2009	64.14	+3.58%	8.55	+4.85%	0.569	+1.95%	2.69	+2.57%
2 nd semestre 2010	66.44		8.96		0.580		2.73	

Période	Chiffre d'affaires		TVA Brute totale (application des taux de TVA)		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette à payer	
	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %
Décembre 2009	10.60	+5.87%	1.49	+5.61%	0.081	0.72%	0.44	+10.48%
Décembre 2010	11.23		1.58		0.082		0.49	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Données globales : Région Ile-de-France (en milliards d'euros)

Période	Chiffre d'affaires		TVA Brute totale (application des taux de TVA)		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette due	
	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %
Année 2008	2248,03		291,97		22,17		80,94	
Année 2009	2 029,41	-1.72%	272,07	+1.45%	20,51	-3.36%	77,87	+1.80%
Année 2010	1 994.5		276.01		19.82		79.27	
1 ^{er} semestre 2010	1008.03	-2.14%	140.06	-2.93%	10.29	-7.37%	40.75	-5.46%
1 ^{er} semestre 2010	966.48		135.95		9.53		38.52	

Période	Chiffre d'affaires		TVA Brute totale (application des taux de TVA)		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette à payer	
	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %
Décembre 2009	164.85	+1.01%	22.59	+3.86%	1.60	-2.83%	6.41	+2.64%
Décembre 2010	166.51		23.47		1.55		6.58	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

LES ENTREPRISES - NIVEAU DE L'INVESTISSEMENT

EVOLUTION DES RECETTES D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS) EN SEINE-SAINT-DENIS

<i>Période</i>	<i>Recettes</i>	<i>Evolution</i>
Année 2008	872 115 166 €	- 1,41 %
Année 2009	770 446 801 €	- 11,66 %
Année 2010	673 592 509 €	-12.57 %

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Evolution des recettes cumulées au titre du semestre :

<i>Période</i>	<i>Recettes</i>	<i>Evolution</i>
1^{er} semestre 2010	409 457 387 €	-35,49 %
2nd semestre 2010	264 135 122 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

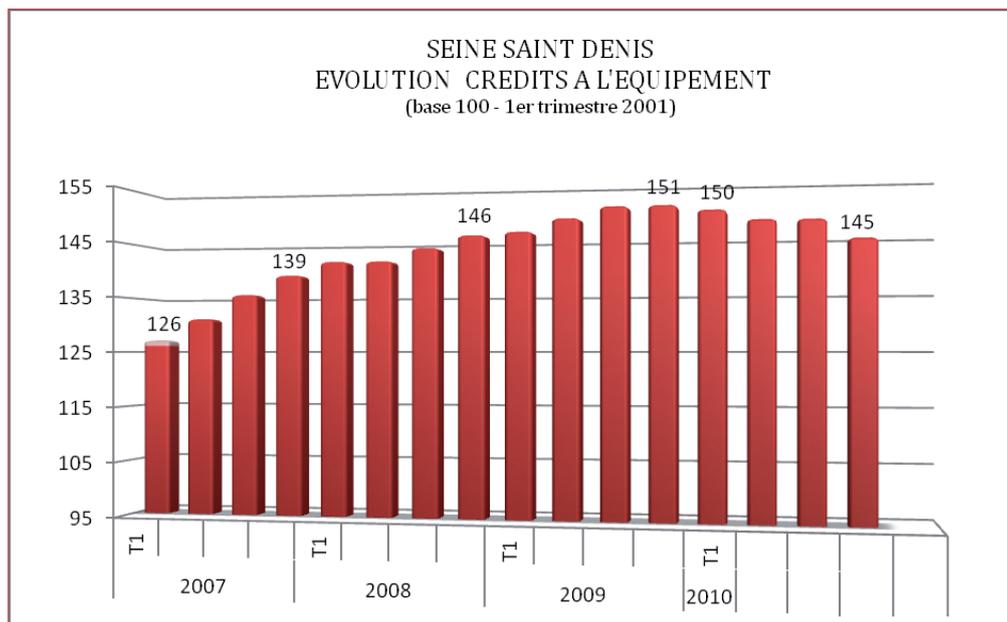
Evolution des recettes cumulées au titre du mois de décembre :

<i>Période</i>	<i>Recettes</i>	<i>Evolution</i>
Décembre 2009	121 573 320 €	-6.25 %
Décembre 2010	113 977 777 €	

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

LES ENTREPRISES - NIVEAU DE L'INVESTISSEMENT

CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT DES ENTREPRISES



Source : Banque de France

L'évolution soulignée depuis la dernière centralisation des données (en octobre 2010), à savoir une nette tendance baissière depuis le pic du troisième trimestre 2009, s'est trouvée maintenue tout au long de l'année 2010 : -1,3% entre le deuxième et le premier trimestre 2010, stagnation entre les deuxième et troisième trimestres, puis nouvelle décline de -2% entre les troisième et quatrième trimestres 2010. Soit un recul cumulé de -1,67% entre les premier et second semestres 2010, et de -3,3% en glissement annuel.

En outre, si le premier semestre 2010 présente un niveau de demande de crédits à l'équipement strictement équivalent à celui du premier semestre 2009 en comparaison annuelle, le second semestre 2010 marque pour sa part un repli de -2,98% en regard du second semestre 2009.

LES ENTREPRISES - INNOVATION

ACTUALITÉS DES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ

Résultat du 11ème appel à projets FUI (Fonds Unique Interministériel)

Le 1er mars 2011, le gouvernement a annoncé les résultats du onzième appel à projets du FUI, qui se traduisent par le financement de 83 projets de recherche et développement (R&D) émanant de 52 pôles de compétitivité, pour un financement par l'État de 76 M€, auxquels se rajoutent 56 M€ provenant des collectivités territoriales.

Presque un tiers des projets retenus, soit 24 projets, sont labellisés ou co-labellisés par des pôles franciliens. Ces projets sont financés pour 21,9 M€ par le FUI et pour 22,8 M€ par les collectivités (dont 16,1 M€ par les collectivités d'Ile-de-France).

Parmi les 7 pôles de compétitivité visés, 5 pôles concernent directement le département de Seine-Saint-Denis :

- Cap Digital (TIC et filières des contenus et services numériques), pôle à vocation mondiale couvrant plusieurs départements d'Ile-de-France dont l'intégralité de la Seine-Saint-Denis
- Medicen (hautes technologies pour la santé et les nouvelles thérapies), pôle mondial établi sur plusieurs départements franciliens dont une partie de la Seine-Saint-Denis (Bobigny, Rosny-sous-Bois, Romainville, Montreuil, Noisy-le-Grand, Aulnay-sous-Bois, Villepinte)
- ASTech (maintenance aéronautique, moyens d'essais et de mesures, emploi, formation, recherche), pôle national concernant en partie le département de Seine-saint-Denis (Tremblay-en-France, Le Bourget)
- Advancity (aménagement et gestion urbaine, mobilité, habitat et économies d'énergie), pôle national étendu sur une partie du territoire francilien dont la Seine-Saint-Denis (Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Grand)
- Movéo (automobile et transports collectifs), pôle à vocation mondiale couvrant une partie de la Haute-Normandie, de la Basse-Normandie et de l'Ile-de-France dont la Seine-Saint-Denis (Bobigny, Drancy, Tremblay-en-France)

Pôle	Nombre de projets déposés (1)	Nombre de projets soutenus	Montant total des aides
System@tic	15	6	12 M€
Cap digital	13	4	10,2 M€
Medicen	11	5	8,8 M€
Advancity	5	2	2,2 M€
Astech	4	2	4,1 M€
Movéo	8	4	5,8 M€
Finance Innovation	7	1	1,6 M€
TOTAL	63	24	44,7 M€

(1) projets déposés et maintenus par les porteurs.

Source : DIRECTE

LES ENTREPRISES - INNOVATION

Les partenaires des projets sont soutenus à hauteur de :

- 17,6 M€ pour les PME,
- 16,2 M€ pour les laboratoires,
- 10,9 M€ pour les grands groupes et entreprises de taille intermédiaire (ETI).

Localisation des PME et des Laboratoires aidés

Département	Nombre de PME	Nombre de Laboratoires
75	14	12
77	4	1
78	6	4
91	6	10
92	7	4
93	1	2
94	7	4
95	1	1
TOTAL	46	38

Source : DIRRECTE

Dans le cadre du 11ème appel à projet FUI, une PME et deux laboratoires de Seine-Saint-Denis bénéficient d'un soutien financier.

Résultat du 11ème appel à projets régional R&D collaborative (couplé avec le FUI 11)

Sur les 18 projets de R&D collaboratifs déposés par 5 pôles de compétitivité, 7 projets, représentant un budget global de 7,5 millions d'euros, ont retenu l'attention des financeurs pour une subvention des collectivités ou une subvention au titre du FEDER.

Les collectivités territoriales ont indiqué leur intention de financer certains de ces projets pour 2,1 millions d'euros.

Pôle	Nombre de projets déposés	Nombre de projets soutenus	Montant total des aides
System@tic	10	2	927 k€
Cap digital	3	2	1 436 k€
Medicen	1	1	723 k€
Advancity	3	2	1 441 k€
Astech	0	0	
Movéo	1	0	
Finance Innovation	Non éligible au Feder	Non éligible au Feder	
TOTAL	18	7	4,4 M€

Source : DIRRECTE

Les projets présélectionnés impliquent 15 PME et 14 laboratoires.

Les projets pré-sélectionnés impliquent 1 laboratoire de Seine-Saint-Denis, pour un budget global de 171 500 euros. Les dossiers doivent faire maintenant l'objet d'une instruction approfondie par les financeurs. Chaque partenaire sera contacté par les services instructeurs.

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES

- ✓ Les chiffres de la fréquentation des principaux sites touristiques séquano-dyonisiens au second semestre 2010 sont stables pour la Basilique de Saint-Denis et le Stade de France, et en hausse pour le Musée de l'air et de l'espace.
- ✓ La fréquentation, les prix moyens et les revenus moyens par chambre des hôtels marque une nette progression en 2010.
- ✓ Les Parcs des Expositions de Paris Nord Villepinte et de Paris le Bourget enregistrent une hausse sensible de leur fréquentation en 2010.

LE TOURISME ET LES ÉVÈNEMENTS D'AFFAIRES - LES PRINCIPAUX LIEUX TOURISTIQUES

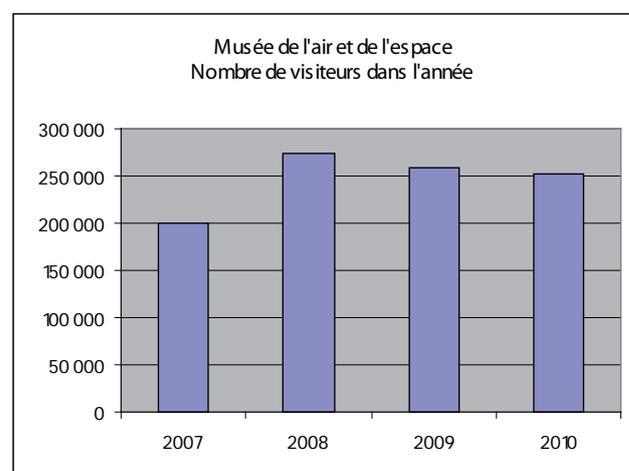
Les chiffres de fréquentation du second semestre 2010 sont placés sous le signe de la stabilité pour la Basilique de Saint-Denis comme pour le Stade de France. Ils sont orientés à la hausse pour le Musée de l'air et de l'espace.

LE MUSÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE

La fréquentation du Musée de l'Air et de l'espace qui avait nettement fléchi au premier semestre s'est nettement redressée au second puisqu'elle marque une augmentation de 6,5 % par rapport à la même période en 2009. Sur l'ensemble de l'année 2010, la fréquentation marque néanmoins un léger tassement par rapport à 2009 (- 3 %), tassement qu'il faut mettre en rapport avec l'absence de salon international de l'aéronautique les années paires. Il faut enfin souligner le bon démarrage de Planète pilote qui laisse présager une tendance annuelle entre trente et quarante mille visiteurs en année pleine.

Musée de l'air et de l'espace	2007	2008	2009	2010
Nombre de visiteurs dans l'année	200 989	274 678	259 539	253 007

Source : Comité Départemental du Tourisme



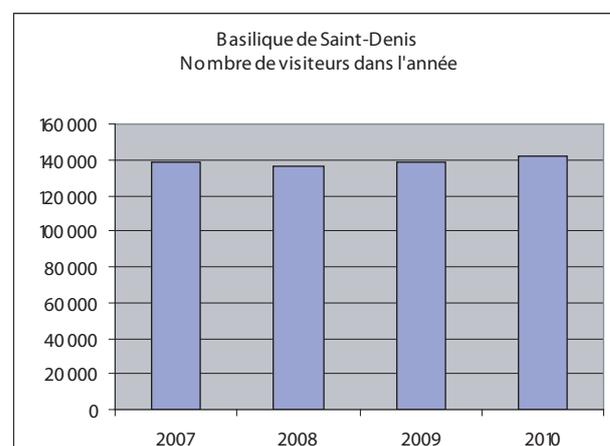
LA BASILIQUE DE SAINT-DENIS

Après un premier semestre en hausse de 5 % par rapport au premier semestre 2009, la fréquentation de la Basilique de Saint-Denis est restée très stable sur la seconde partie de l'année. Au total, la fréquentation annuelle aura augmenté de 2 % en 2010.

Si l'exposition consacrée à Henri IV ne semble pas avoir stimulé la fréquentation sur le second semestre 2010, l'écho qu'a reçu la résolution de l'énigme de la tête du bon roi Henri se manifestera dans les chiffres du début de l'année 2011.

Basilique Saint-Denis	2007	2008	2009	2010
Nombre de visiteurs dans l'année	138 262	136 595	139 006	142 140

Source : Comité Départemental du Tourisme



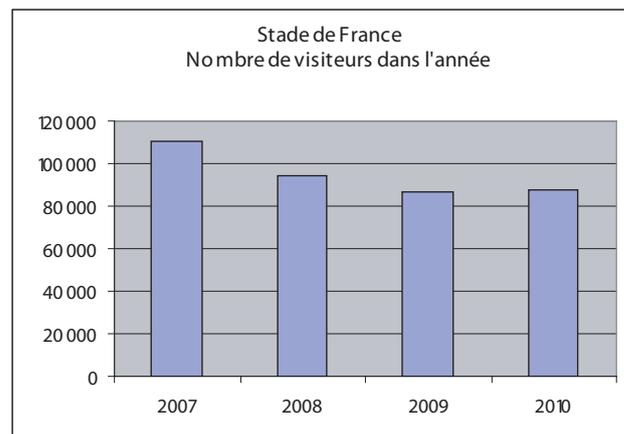
LE TOURISME ET LES ÉVÈNEMENTS D'AFFAIRES - LES PRINCIPAUX LIEUX TOURISTIQUES

LE STADE DE FRANCE

Après la hausse de 2 % constatée au premier semestre, la fréquentation des visites du Stade de France est restée stable au second. Sur l'année, la hausse de 1 % ne permet pas de franchir la barre des 90 000 visiteurs.

Stade de France	2007	2008	2009	2010
Nombre de visiteurs dans l'année	110 802	94 115	86 609	87 634

Source : Comité Départemental du Tourisme

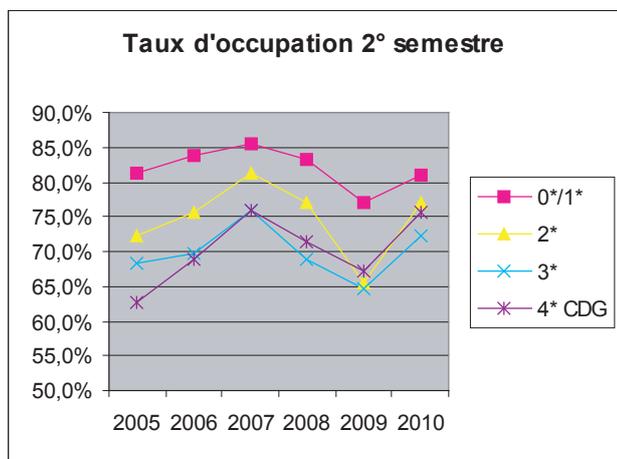


LE TOURISME ET LES ÉVÈNEMENTS D'AFFAIRES - L'HÔTELLERIE

L'activité hôtelière poursuit le redressement constaté depuis le début de l'année avec des taux d'occupation en nette hausse et des revenus par chambre qui retrouvent leurs niveaux les plus élevés.

LA REMONTÉE DES TAUX D'OCCUPATION SE CONFIRME NETTEMENT DANS TOUTES LES CATÉGORIES

La comparaison des chiffres du second semestre 2010 avec les mêmes périodes sur les dernières années fait apparaître un redressement d'autant plus important que le recul avait été sévère : par rapport au second semestre 2009, ce taux enregistre une hausse de 12 points pour les 2 *, de 8 points pour les 4 * de la plate-forme CDG comme pour les 3 * et de 4 points pour les 0 et 1 *.

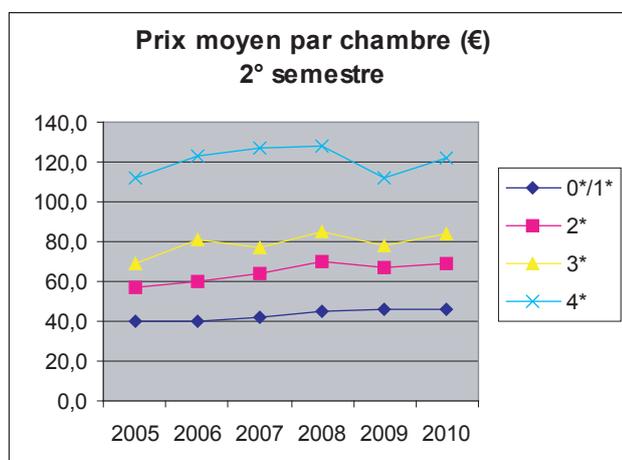


Taux d'occupation 2° semestre	2005	2006	2007	2008	2009	2010
0*/1*	81,2%	83,8%	85,5%	83,2%	77,1%	80,9%
2*	72,2%	75,5%	81,3%	77,2%	65,5%	77,1%
3*	68,3%	69,8%	76,0%	68,9%	64,7%	72,3%
4* CDG	62,8%	68,9%	75,8%	71,4%	67,2%	75,7%

Source : Comité Départemental du Tourisme

LES PRIX MOYENS SONT ORIENTÉS À LA HAUSSE

La remontée des prix moyens constatée au premier semestre se confirme au second. Dans les catégories super-économiques, les prix continuent de croître. Dans les autres catégories, où le recul avait été notable, les prix se rapprochent à présent de leur plus haut niveau.



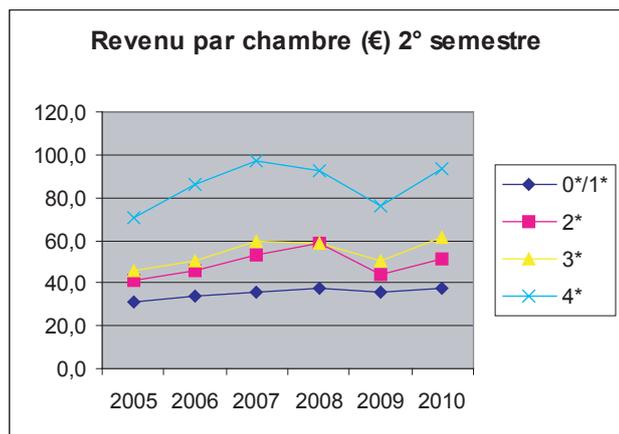
Prix moyen par chambre 2° semestre	2005	2006	2007	2008	2009	2010
0*/1*	39,7	39,9	42,0	44,6	45,8	46,3
2*	57,1	60,3	64,4	70,4	66,6	68,8
3*	69,2	81,3	77,3	84,7	78,2	83,8
4*	111,6	123,3	126,9	127,6	112,3	122,1

Source : Comité Départemental du Tourisme

LE TOURISME ET LES ÉVÈNEMENTS D'AFFAIRES - L'HÔTELLERIE

LA REMONTÉE DES REVENUS MOYENS PAR CHAMBRE EST TRÈS NETTE

Mécaniquement, les progrès de la fréquentation et la hausse des prix moyens aboutit à une nette progression des revenus moyens par chambre. Par rapport au premier semestre 2009, cette progression s'établit à 8 % pour les 2, 3 et 4 *. Pour le 0 et 1 *, où le recul avait été très faible en 2009, le redressement se manifeste à hauteur de 4 %.



Revenu par chambre 2° semestre	2005	2006	2007	2008	2009	2010
0*/1*	30,9	33,4	36,0	37,1	35,3	37,6
2*	41,3	45,8	52,8	58,6	44,0	50,9
3*	45,7	50,8	59,4	58,6	50,8	61,2
4*	70,7	86,3	97,4	92,3	75,9	93,4

Source : Comité Départemental du Tourisme

LE TOURISME ET LES ÉVÈNEMENTS D'AFFAIRES - LES CHIFFRES CLÉS « SALONS »

CHIFFRES CLÉS SUR LE PARC DES EXPOSITIONS DE PARIS NORD VILLEPINTE (PNV)

Paris Nord Villepinte avec ses 242 000 m² de surface d'exposition devient le 1er parc français et le 5ème parc européen avec l'ouverture du nouveau hall 7 de 35 500 m². La construction de ce nouveau hall HQE s'inscrit dans une démarche globale de développement durable de Viparis.

Le nombre de visiteurs connaît une progression de 34,4% par rapport à 2008.

Faits marquants de l'année 2010 :

- Les salons de Maison et Objet et les salons de Première Vision Pluriel ont confirmé la reprise avec une augmentation de leur fréquentation sur leurs 2 éditions (janvier et septembre).
- Silmo, le Mondial de l'Optique a réussi son transfert de la porte de Versailles, en dépit des tensions sur les réseaux de transports avec une grève le premier jour du salon et des travaux, le week-end, sur la ligne du RER B reliant la Capitale au parc des expositions.

	2008	2010
Nombre d'événements	-	Près de 90
<i>Dont salons</i>	35	32
<i>Dont professionnels</i>	33	29
Nombre de visiteurs	1 220 000	1 640 150

Source : Viparis (comparaison entre années paires)

CHIFFRES CLÉS SUR LE PARC DES EXPOSITIONS DE PARIS LE BOURGET (PLB)

Le visitorat du Parc des Expositions de Paris Le Bourget est en hausse de 24,7% par rapport à 2008.

Faits marquants de l'année 2010

- Le Salon des Véhicules de Loisirs a enregistré 105 650 visiteurs. Ils ont pu découvrir les derniers modèles de camping-cars, mobil-homes, caravanes, remorques, équipements et accessoires sur une exposition de plus en plus qualitative, tant par l'élargissement de l'offre présentée par près de 230 exposants que par l'intérêt qui lui a été porté par les visiteurs.
- Paris le Bourget à accueilli en 2010 pour la première fois le cirque Bouglione pour plusieurs représentations réservées aux Comités d'entreprise.
- Les 2 éditions de Texworld ont confirmé la reprise dans le secteur de la mode.

	2008	2010
Nombre d'événements	-	Près de 30
<i>Dont salons</i>	14	8
<i>Dont professionnels</i>	8	6
Nombre de visiteurs	473 000	589 902

Source : Viparis (comparaison entre années paires)

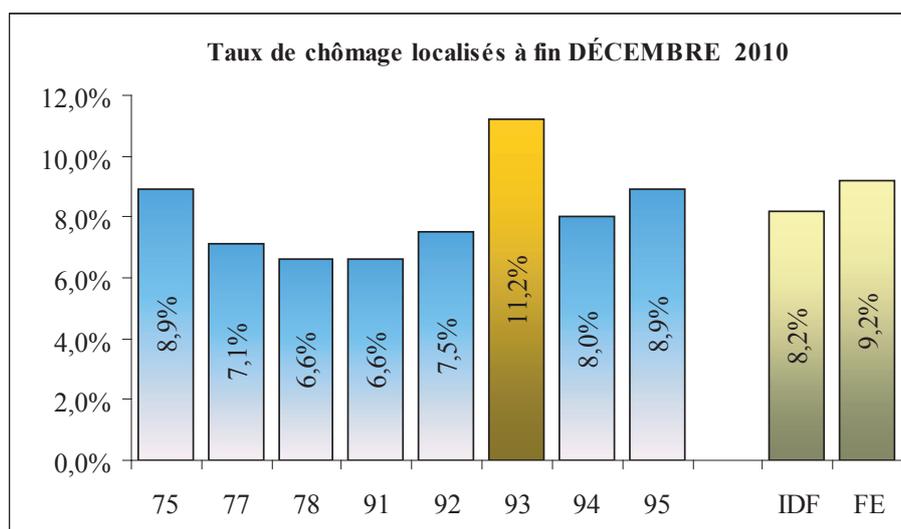
L'EMPLOI

- ✓ Le taux de chômage se maintient à un niveau élevé et le nombre de demandeurs d'emplois continue d'augmenter sur un an.
- ✓ Le nombre d'allocataires du RSA continue de progresser en Seine-Saint-Denis mais de manière inégale selon les communes.
- ✓ Les déclarations d'embauche enregistrent une progression significative par rapport à 2009, portées par les secteurs de la construction et du tertiaire.

L'EMPLOI - LE MARCHÉ DU TRAVAIL

LES DIFFÉRENTS TAUX DE CHÔMAGE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

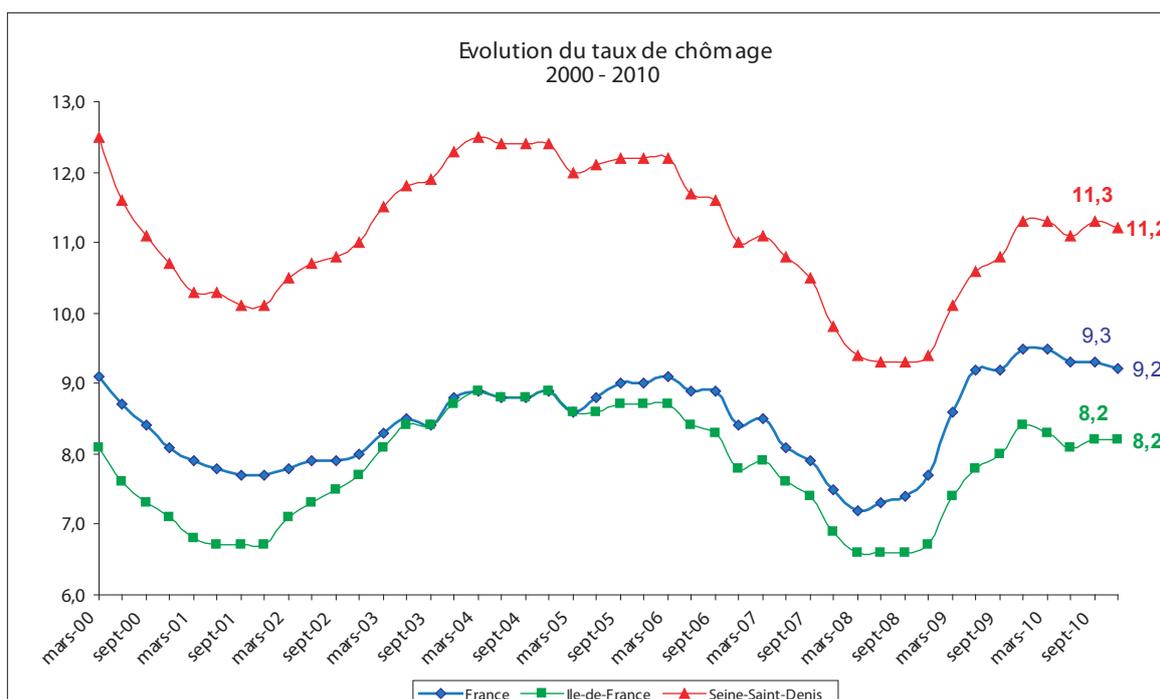
À la fin du mois de septembre 2010, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à 11,2%, contre 8,2% en Ile-de-France et 9,2% pour la France entière. Ce taux est le plus élevé de la région Ile-de-France. Il diminue de -0,1 point sur un trimestre et sur un an.



Source : INSEE

EVOLUTION COMPARÉE DES DIFFÉRENTS TAUX DE CHÔMAGE (DE 2000 À 2010)

Après une légère hausse au troisième trimestre 2010, le taux de chômage diminue en Seine-Saint-Denis. La courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis suit celles de la région d'Ile-de-France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé.



Source : INSEE

L'EMPLOI - LE MARCHÉ DU TRAVAIL

LES DEMANDES D'EMPLOIS EN FIN DE MOIS ET ENREGISTRÉES À FIN DECEMBRE 2010

À la fin de décembre 2010, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (117 530) progresse de +6,6% sur un an. La hausse atteint surtout les demandeurs d'emploi de longue durée (+21,6%) et les seniors (+14,6%) ; en revanche le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue de -1,2% sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi femmes augmente de +6,9%, et celui des hommes de +6,2%. Les hommes représentent 53% des demandeurs d'emploi.

Situation en fin décembre 2010	Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois catégorie A,B,C ⁽¹⁾ données CVS :	117 530	+6,6 %
- dont DELD	43 410	+21,6 %
- dont jeunes - 25 ans	13 600	-1,2 %
- dont + 50 ans	22 360	+14,6 %
- dont femmes	54 780	+6,9 %
- dont hommes	62 750	+6,2%
b) Demande d'emploi enregistrée, catégorie A,B,C données brutes (cumul annuel) :	177 704	-2,5 %
- dont jeunes - 25 ans	41 633	-2,8 %
- dont femmes	85 262	-2,4 %

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES. Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UT 93)

(1) Les différentes catégories de demandeurs d'emploi :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

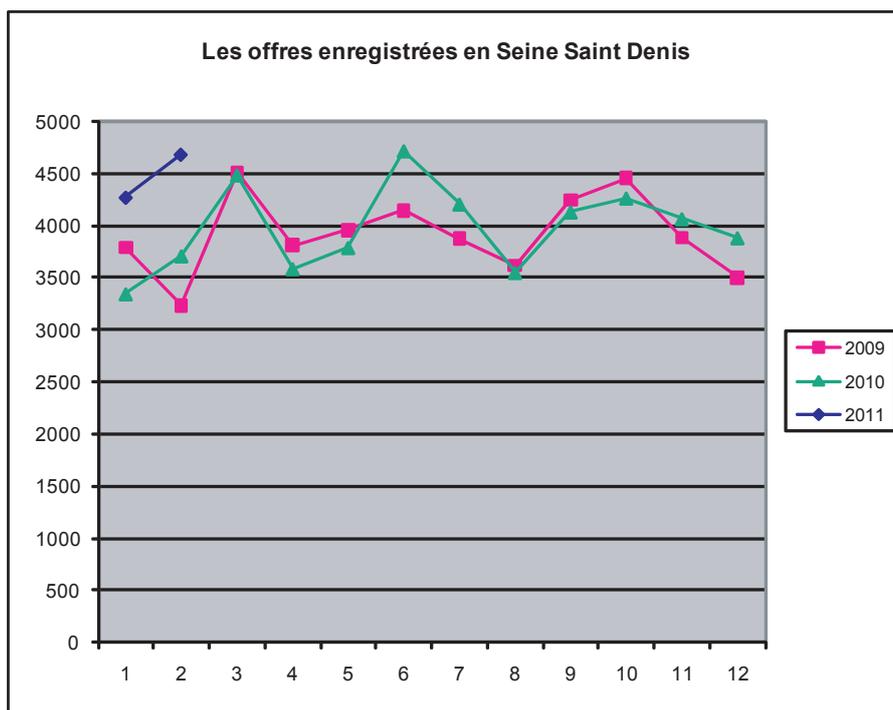
LES OFFRES D'EMPLOIS ENREGISTRÉES (OEE) ET SATISFAITES (OES)

Le cumul des offres collectées au cours des douze derniers mois (47 858) augmente de +1,8% sur un an. Les offres d'emploi durable (27 471) représentent 57% des offres et enregistrent une hausse de +2,9% sur un an. Les offres d'emploi temporaire (16 287) représentent 34% des offres et diminuent de -1,3% sur un an. Les offres d'emploi occasionnel (4 100) représentent 9% des offres, elles augmentent de +7,5% sur un an. Le cumul des offres d'emploi satisfaites au cours des douze derniers mois (41 721 offres tous types) baissent de -3,4% sur un an.

Situation en fin DÉCEMBRE 2010	% par nature de contrat	Valeur	Evolution annuelle
Offres d'emploi enregistrées tous types données brutes (cumul annuel) :		47 858	+1,8 %
- dont nature du contrat emploi durable	57 %	27 471	+2,9 %
- dont nature du contrat emploi temporaire	34 %	16 287	-1,3 %
- dont nature du contrat emploi occasionnel	9 %	4 100	+7,5 %
Offres d'emploi satisfaites tous types données brutes (cumul annuel)		41 721	-3,4 %

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES. Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UT 93)

L'EMPLOI - LE MARCHÉ DU TRAVAIL



Source : Pôle Emploi/SIAD Ministère de l'EMPLOI

LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES

Le recueil des offres par type de contrat

	OEE		OES	
	2010	2009	2010	2009
	SEINE-SAINT-DENIS		SEINE-SAINT-DENIS	
Emploi durable	27 402	26 716	23 326	24 339
Emploi temporaire	16 268	16 507	14 475	15 314
Emploi occasionnel	4 081	3 805	3 904	3 521
TOTAL	47 751	47 028	41 705	43 174

Source : Pôle Emploi/Ministère du Travail

Le recueil des offres par taille d'établissement

	OEE	
	2010	2009
	SEINE-SAINT-DENIS	
0 salarié	3 497	3 317
1 à 9 salariés	15 219	14 113
10 à 19 salariés	6 072	5 552
20 à 49 salariés	6 584	6 302
50 à 199 salariés	7 003	6 280
200 et plus	8 165	8 787
non définis	1 211	2 677

Source : Pôle Emploi/Ministère du Travail

L'EMPLOI - LE MARCHÉ DU TRAVAIL

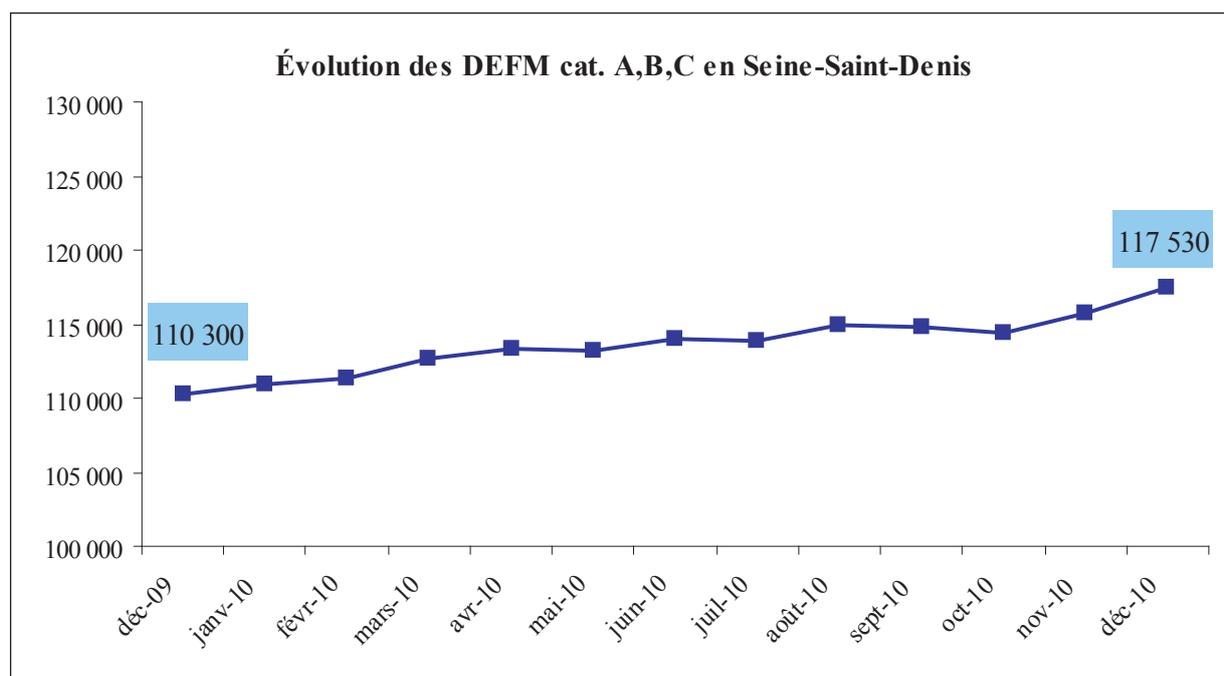
Les principaux secteurs recruteurs par NAF

Offres par NAF et pour les 6 principaux NAF 2010 du secteur tertiaire	OEE		
	SEINE-SAINT-DENIS	SEINE-SAINT-DENIS	
	2010	2009	EVOLUTION
TOUTES NAF	47 751	47 028	1,54%
02 INDUSTRIE	1 929	1 887	2,23%
03 B.T.P	2 988	2 864	4,33%
04 TERTIAIRE	42 819	42 258	1,33%
N ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	8 324	7 020	18,58%
G COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	7 096	6 799	4,37%
J INFORMATION ET COMMUNICATION	2 285	2 743	-16,70%
M ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	4 806	3 877	23,96%
Q SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE	3 951	4 267	-7,41%
P ENSEIGNEMENT	3 301	3 428	-3,70%

Source : Pôle Emploi/Ministère du Travail

EVOLUTION DES DEFM CATÉGORIES A, B, C SUR DOUZE MOIS (DONNÉES CVS)

Les évolutions mensuelles comprises entre -0,4% et +1,5% sont peu marquées depuis un an, tranchant avec les fortes hausses observées en 2009 (entre +0,8% et +2,5%).



Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES. Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UT 93)

L'EMPLOI - LE MARCHÉ DU TRAVAIL

CHIFFRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

Nombre de bénéficiaires du RSA en Seine-Saint-Denis (décembre 2009 à décembre 2010)

	Socle seulement	Activité seulement	Socle et activité	Ensemble
déc.-09	49 082	11 601	5 097	65 780
janv.-10	51 088	13 668	5 710	70 466
févr.-10	51 161	13 979	5 744	70 884
mars-10	51 428	12 863	5 585	69 876
avr.-10	52 335	13 471	5 763	71 569
mai-10	53 542	14 038	5 753	73 333
juin-10	52 981	13 333	5 534	71 848
juil.-10	52 308	13 812	5 602	71 722
août-10	52 733	14 135	5 774	72 642
sept.-10	52 076	12 650	5 622	70 348
oct.-10	51 955	13 442	5 797	71 194
nov.-10	54 048	13 831	5 964	73 843
déc.-10	52 534	12 736	5 570	70 840

Source : CG93/CAF

LEXIQUE :

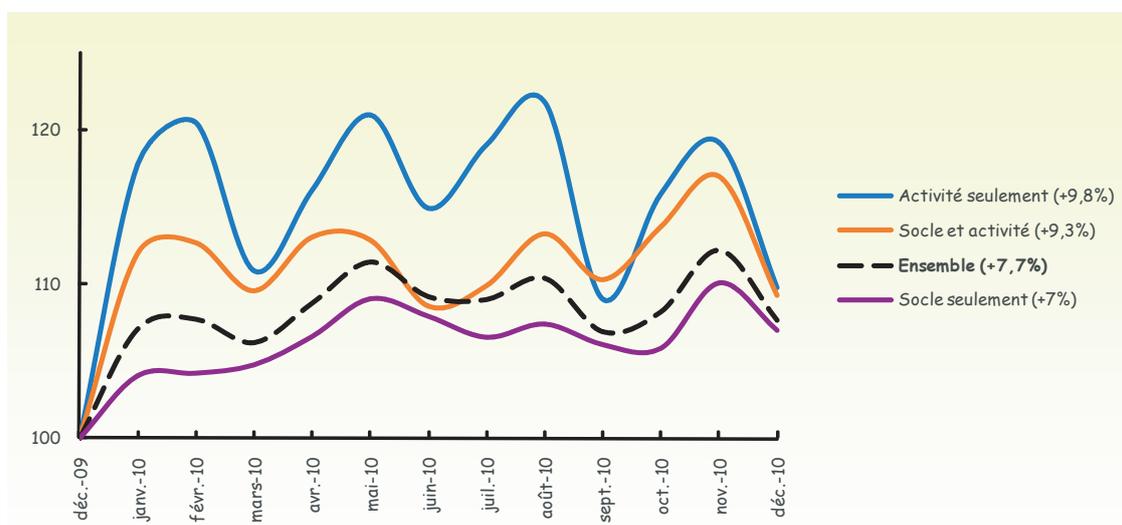
RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral[1].

RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.

RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée) au cours des douze derniers mois.

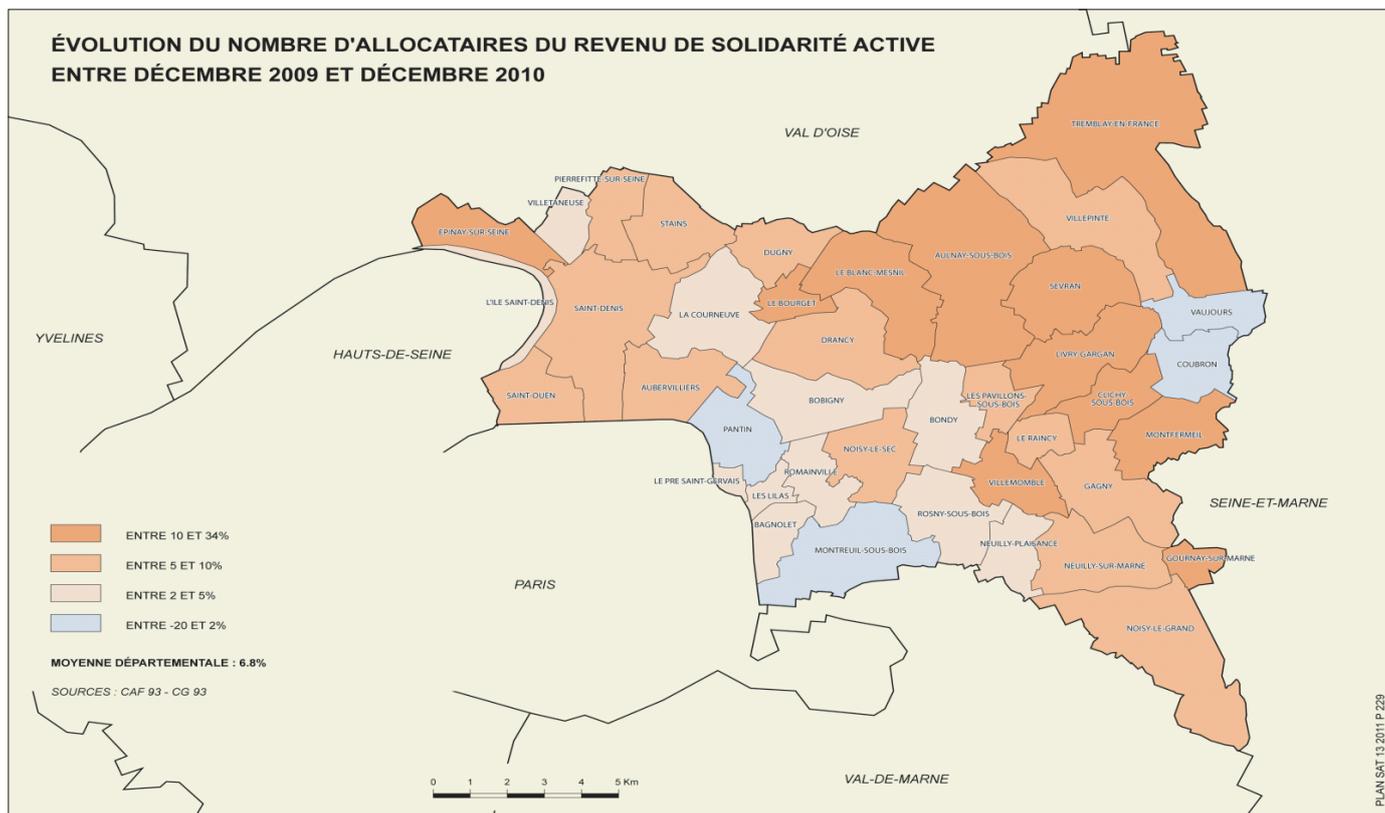
Evolution du nombre d'allocataires du RSA de décembre 2009 à décembre 2010 (en %) sur la période (base 100 : décembre 2009)



Source : CG93/CAF

L'EMPLOI - LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Au cours de l'année 2010, le nombre global d'allocataires du RSA a augmenté de 7,7% mais de manière très cyclique. L'analyse, selon les différentes composantes du RSA (voir lexique), montre une plus forte progression du nombre d'allocataires du «RSA activité seulement» (+9,8%) et du « RSA socle et activité » (+9,3%), c'est-à-dire des travailleurs à très bas salaire. Le nombre d'allocataires « RSA socle» qui correspond aux anciens allocataires du RMI progresse pour sa part un peu moins fortement (+ 7%).



Source : CG93/CAF

La progression du nombre d'allocataires n'est pas homogène sur l'ensemble de la Seine-Saint-Denis. La disparité entre les communes varie de -20% à + 34% soit une amplitude de 54 points.

L'EMPLOI - LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Comparaison entre les départements franciliens

Les données concernant les départements de l'Île de France ne sont disponibles qu'au 30 juin 2010.

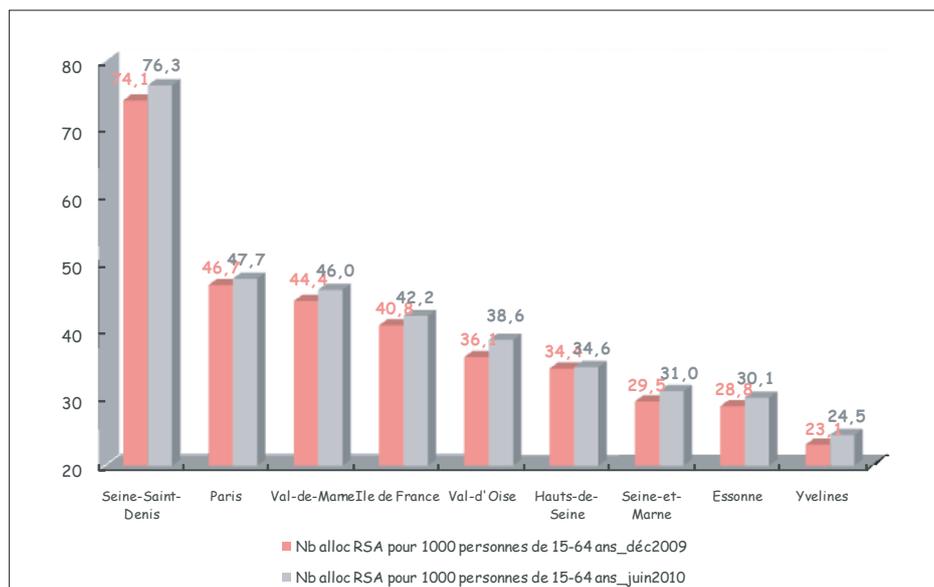
Evolution du nombre d'allocataires du Revenu de Solidarité Active (dossiers ouverts) selon les départements franciliens entre juin 2009 et juin 2010

Département	juin-09	décembre-09	juin-10	Evolution (en %) juin-09 et juin-2010
Paris	64 543	72 934	74 406	15,3
Seine-et-Marne	20 454	25 385	26 682	30,4
Yvelynes	18 004	21 483	22 813	26,7
Essonne	20 028	23 157	24 182	20,7
Hauts-de-Seine	32 206	35 613	35 820	11,2
Seine-Saint-Denis	68 217	74 599	76 831	12,6
Val de Marne	34 136	38 894	40 354	18,2
Val d'Oise	23 137	28 206	30 199	30,5
Ile-de- France	280 725	320 271	331 287	18,0

Source : CG93/CAF

Depuis la création du Revenu de Solidarité Active en juin 2009, le nombre d'allocataire a progressé de façon sensible dans l'ensemble des départements franciliens. Les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis (dont le nombre total d'allocataires varie du simple au double) enregistrent les progressions les moins fortes au niveau régional entre juin 2009 et juin 2010, la Seine-et-Marne et le Val d'Oise enregistrant les plus fortes progressions.

Évolution comparée du nombre d'allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) pour 1000 personnes âgées de 15 à 64 ans entre décembre 2009 et juin 2010 dans les départements franciliens



Source : CG93/CAF

L'EMPLOI - LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Rapporter le nombre d'allocataires à 1000 personnes en âge de travailler permet de mesurer plus précisément la poids et l'évolution du RSA. Sur les six premiers mois de 2010 (période déc 2009 - juin 2010) en Seine-Saint-Denis, 2 nouvelles personnes sur 1000 âgées de 15 à 64 ans sont entrées dans le dispositif. La Seine-Saint-Denis est le seul département en Ile-de-France à être au dessus des 50 allocataires pour 1000 personnes en âge de travailler. C'est en comparaison plus de 2 fois le poids du RSA dans les Hauts-de-Seine, la Seine-et-Marne ou l'Essonne et plus de 3 fois le poids dans les Yvelines.

Nombre de personnes couvertes par le Revenu de Solidarité Active (RSA) au 30 juin 2010 dans les départements de l'Île de France

Département	Nb d'allocataire en juin 2010	Nb de personnes couvertes* en juin 2010	Population au RGP 2007	Tx de couverture**
Paris	74 406	122 459	2 193 031	5,6
Seine-et-Marne	26 682	58 698	1 289 510	4,6
Yvelines	22 813	45 830	1 403 949	3,3
Essones	24 182	52 788	1 201 995	4,4
Hauts-de-Seine	35 820	68 547	1 544 410	4,4
Seine-Saint-Denis	76 831	169 036	1 502 342	11,3
Val de Marne	40 354	80 126	1 302 888	6,2
Val d'Oise	30 199	66 601	1 160 719	5,7
Ile-de- France	331 287	664 085	11 598 844	5,7

Source : CG93/CAF

- * Personnes couvertes = allocataires + ayants droit
- ** Taux de couverture = Nb de personnes couvertes/ population au RGP 2007

En juin 2010, la Seine-Saint-Denis est le département où l'on enregistre le taux de couverture du RSA le plus élevé traduisant ainsi l'importance du nombre de personnes dépendantes de ce revenu.

L'EMPLOI - LE MARCHÉ DU TRAVAIL

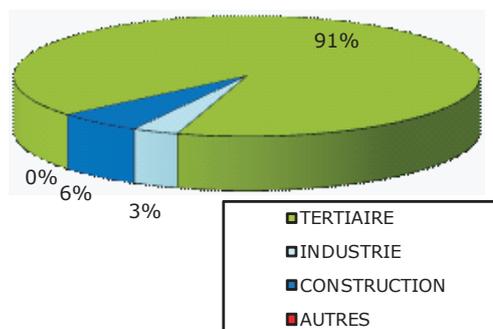
EVOLUTION DES DÉCLARATIONS UNIQUES D'EMBAUCHE (DUE) EN SEINE-SAINT-DENIS

Secteur d'activité		Déclaration d'embauche 2010	Poids secteur	Evolution 2010/ 2009
INDUSTRIE	Industries agro alimentaire	6 844	1,20%	26,62%
	Cokéfaction et raffinage	18	0,00%	50,00%
	Equipements electriques, electroniques, informatiques	859	0,15%	1,30%
	Fabrication de matériels de transport	959	0,17%	24,87%
	Autres produits industriels	8 039	1,41%	-23,96%
	Industries extractives, energie, eau	1 501	0,26%	2,88%
	INDUSTRIE	18 220	3,20%	-4,43%
CONST.	CONSTRUCTION	33 505	5,88%	8,79%
TERTIAIRE	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	51 530	9,05%	9,70%
	Transport	30 852	5,42%	10,02%
	Hébergement et restauration	77 546	13,61%	22,41%
	Information et communication	83 373	14,64%	-4,86%
	Activités financières et d'assurance	7 952	1,40%	21,13%
	Activités immobilières	2 144	0,38%	1,04%
	Activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs	107 919	18,95%	13,87%
	Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale	54 938	9,65%	4,09%
	Autres activités de services	101 563	17,83%	-4,79%
TERTIAIRE	517 817	90,91%	5,91%	
AUTRES	Activités diverses et non classées	45	0,01%	0,01%
TOTAL hors interim		569 587	100,00%	5,71%

Source : URSSAF de Paris - Région Parisienne

Après une diminution des déclarations d'embauche en 2009, la reprise observée au 1er semestre 2010 se poursuit. Le nombre de déclarations d'embauche hors intérim augmente de 5,71% en 2010 par rapport à 2009 soit +30 757 déclarations. Cette hausse se constate dans les secteurs de la construction (+10,16%) et du tertiaire (+5,33%). Légère diminution pour le secteur de l'industrie.

Répartition des DUE par activité en 2010



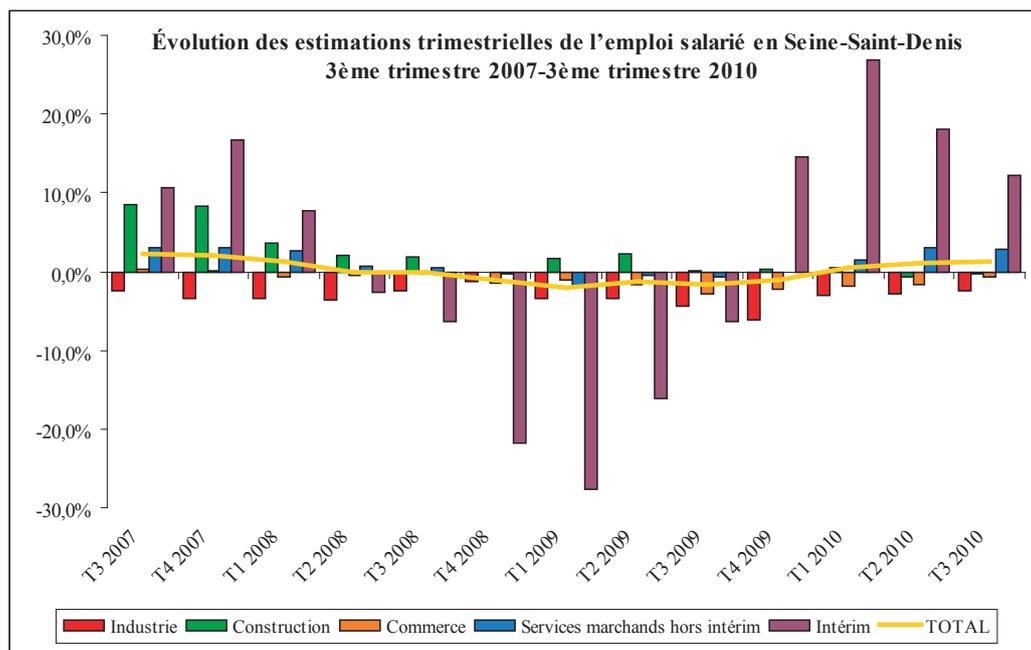
	2010	
TERTIAIRE	517 817	90,91%
INDUSTRIE	18 220	3,20%
CONSTRUCTION	33 505	5,88%
AUTRES	45	0,01%
	569 587	100,00%

Source : URSSAF de Paris - Région Parisienne

L'EMPLOI - DONNÉES SUR L'EMPLOI

ÉVOLUTION DES ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DES EFFECTIFS SALARIÉS (DONNÉES PROVISOIRES)

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin septembre 2010, les effectifs salariés augmentent de +1,2% sur un trimestre. La hausse est portée par l'intérim et les services marchands (hors intérim) qui progressent respectivement de +12,2% et +2,8%. En revanche, l'industrie (-2,5%), la construction (-0,4%) et le commerce (-0,6%) continuent à perdre des emplois.



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UT 93)

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER

- ✓ Le volume de construction de logements neufs est en retrait par rapport à 2009.
- ✓ Les objectifs de production de logements sociaux ont été largement dépassés dans le département en 2010.
- ✓ Les surfaces de projets de locaux destinés aux entreprises connaissent un bond à la fin de l'année 2010, porté par l'importante progression des surfaces de projets d'immobilier commercial.
- ✓ Les prix de vente des appartements neufs sont orientés à la hausse en raison de la tension entre l'offre et la demande.
- ✓ Le volume des commercialisations de bureaux et locaux d'activité a été satisfaisant en 2010.
- ✓ Les investissements en immobilier d'entreprise repartent à la hausse, sans toutefois atteindre les niveaux d'avant-crise.

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER - LA CONSTRUCTION

LES LOGEMENTS

Volume de la construction des logements neufs

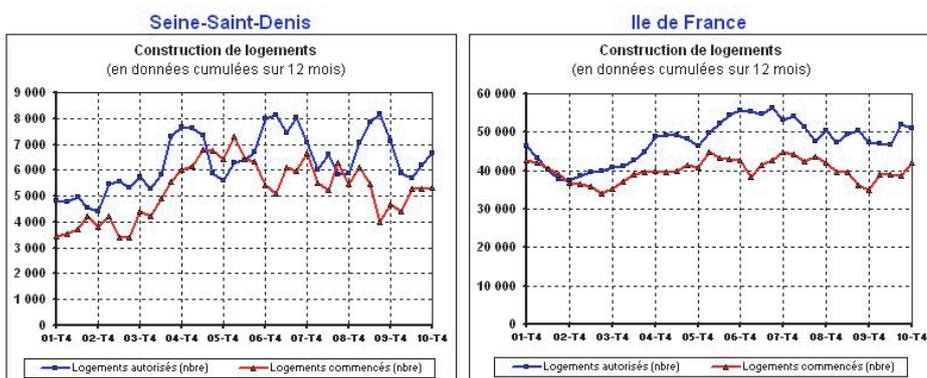
Les analyses de la construction réalisées semestriellement pour le tableau de bord du club 93 conjoncture sont établies d'après les séries de chiffres dites « en date de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Ile-de-France. Dans le contexte du développement de la région capitale décidé par le Président de la République en 2009, afin de conserver en Ile-de-France un équilibre avec la création de 1 millions d'emplois en 25 ans, la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris a porté la production neuve de logements à 70 000 logements par an.

Avertissement : Sit@del2, nouveau système statistique du MEDDTL (Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement), succède à Sitadel depuis mars 2009. Il intègre les modifications intervenues sur les formulaires de déclaration des permis de construire depuis la réforme du droit des sols d'octobre 2007, réforme qui a également impacté le mode de collecte des données. Pour maintenir une continuité statistique avec Sitadel, les séries de données ont été rétopolées sur les périodes antérieures à 2009, à partir des données des applications ayant précédé Sit@adel2 (Sirocco, Siclone, Sitadel).

En Seine-Saint-Denis, au second semestre 2010, le niveau des autorisations de construire de logements ordinaires est resté stable par rapport au semestre précédent (environ 2 900 nouveaux logements familiaux projetés), ce qui porte la production totale annuelle 2010 à près de 5 800 logements familiaux, niveau équivalent à celui de l'année 2009. Le développement des projets de logements en résidence est en revanche en forte progression : plus de 700 logements autorisés contre à peine plus de 150 au premier semestre. La production totale du second semestre, tous logements confondus, s'élève ainsi à près de 3 600 logements, en hausse de 18 % sur six mois. Le bilan global annuel 2010 (6 651 logements autorisés) reste cependant en retrait par rapport à 2009, année durant laquelle un nombre important de logements en résidence avait été projeté (près de 1 300 sur un total de plus de 7 100 logements).

Sous réserve des aléas de la collecte des données, les mises en chantier de logements au second semestre s'élèvent à près de 2 550 logements, chiffre qui intègre peu de logements en résidence (une petite trentaine), en baisse de près de 10 % par rapport au premier semestre 2010 dont les chiffres comptaient plus de 350 logements en résidence commencés sur un total de près de 2 780 logements.

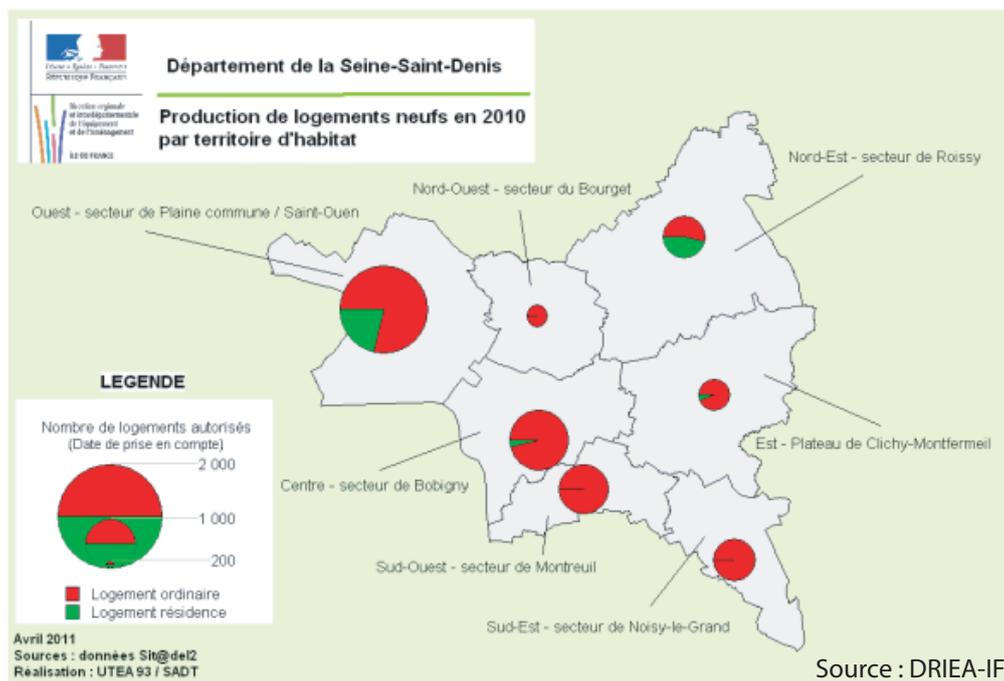
Le bilan régional a été également impacté, mais dans une moindre mesure par la remontée de la production des logements en résidence : plus de 28 000 logements au total ont été autorisés au second semestre 2010, soit une progression de 23 % sur six mois. Le volume des logements ordinaires (un peu plus de 25 400 logements) a, quant à lui, progressé de 16 %. Au total, près de 51 000 logements ont été autorisés pendant l'année 2010, soit une hausse de 15 % par rapport à 2009.



Source : Sit@del2 (données en date de prise en compte) / Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France / Unité territoriale de la Seine-Saint-Denis

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER - LA CONSTRUCTION

Production de logements neufs en 2010 (autorisations de construire)



LES TERRITOIRES



NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS EN 2010

Territoires d'Habitat	Logements ordinaires	Logements en résidence	Total logements
Ouest : Plaine Commune / Saint-Ouen	1 379	372	1 751
Nord-Ouest : Le Bourget	427	2	429
Nord-Est : Roissy	465	398	863
Centre : Bobigny	1 141	46	1 187
Est : plateau de Clichy-Montfermeil	619	42	661
Sud-Ouest : Montreuil	948	0	948
Sud-Est : Noisy-le-Grand	812	0	812
Total territoires d'habitat	5 791	860	6 651

Source : données Sit@del2 en date de prise en compte

Les données statistiques de la construction de l'année 2010 restent encore impactées par la réforme de leur mode de collecte, mise en œuvre en octobre 2007. L'analyse des chiffres et de leurs évolutions sont donc encore à considérer avec réserves, en particulier aux échelles infra départementales.

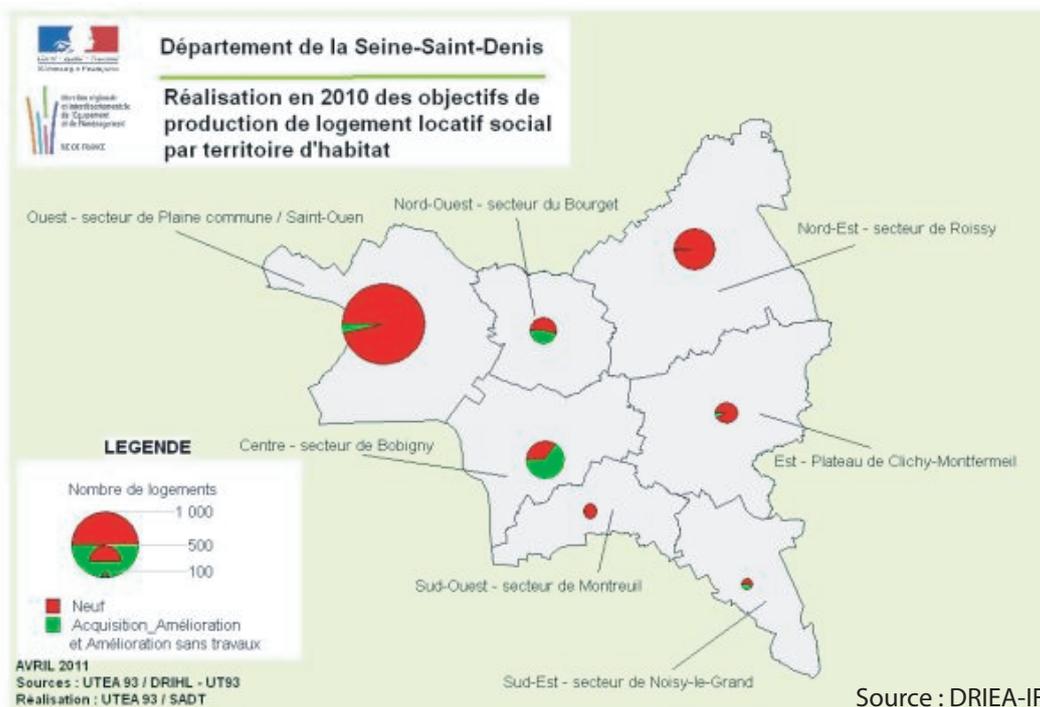
En 2010, les trois territoires d'habitat limitrophes de Paris ont totalisé 60 % de l'offre nouvelle de logements ordinaires (familiaux), dont 24 % pour le territoire ouest (secteur de Plaine Commune), 20 % pour le centre (secteur de Bobigny) et 16 % pour le sud-ouest (secteur de Montreuil). Sur ces différents territoires quelques communes se distinguent avec un niveau de projets important : Montreuil (plus de 640 logements), Saint-Denis (plus de 550), Romainville (environ 390), Bondy et Rosny (environ 270 logements chacune) et Bagnolet (240).

Le secteur sud-est (secteur de Noisy-le-Grand), qui depuis plusieurs années représente à peine 7 à 8% de la production départementale, a plus que doublé le volume de ses projets de construction en 2010 : un peu plus de 810 logements ont été autorisés, principalement à Neuilly-sur-Marne (plus de 470 logements), Noisy-le-Grand comptant pour plus de 310 logements.

Quant aux 3 territoires du nord-ouest (secteur du Bourget), du nord-est (Roissy) et de l'est (plateau de Clichy-Montfermeil), il ne totalisent que 26 % de l'offre nouvelle de logements familiaux du département (soit un total d'environ 1 500 logements), deux villes se démarquant cependant par leur dynamisme, réalisant à elles seules la moitié de cette offre : Livry-Gargan (près de 400 logements autorisés) et Drancy (près de 330).

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER - LA CONSTRUCTION

Logements locatifs sociaux en 2010



LES TERRITOIRES



HOMBRE DE LOGEMENTS FINANCES OU AGREES OU EN 2010

Territoires d'Habitat	Neuf	Acquisition-Amélioration et Acquisition sans travaux	Total
Ouest : Plaine Commune / Saint-Ouen	1 200	46	1 246
Nord-Ouest : Le Bourget	201	171	372
Nord-Est : Roissy	584	10	594
Centre : Bobigny	185	352	537
Est : plateau de Clichy-Montfermeil	302	30	332
Sud-Ouest : Montreuil	206	5	211
Sud-Est : Noisy-le-Grand	104	74	178
Total territoires d'habitat	2 782	688	3 470

Source : UTEA 93 / DRHL - UT93

En 2010, l'objectif départemental de production de logements locatifs sociaux fixé au niveau régional dans le cadre de la politique de l'Etat de soutien au logement social, était de 2 908 logements (comprises les acquisitions-améliorations, mais hors reconstruction de l'offre locative sociale des projets ANRU et hors PLS de la Foncière Logement). L'objectif 2010 a été rempli à 119 % par la production de 3 470 logements. Dans cette offre nouvelle, la production neuve représente près de 2 800 logements et le financement de logements non occupés en acquisitions-amélioration près de 690 logements. A ces derniers se sont également ajoutées les cessions de sept opérations du patrimoine d'ICADE, soit 2 623 logements financés en PLS. Au-delà de cette offre, ont également été financés 966 logements en ANRU (essentiellement en construction neuve), et agréés 17 logements neufs PLS de la Foncière logement.

La répartition par territoires d'habitat de la réalisation de ces objectifs montre que deux territoires ont réalisé 64 % de l'offre neuve départementale (hors production ANRU) : l'ouest (secteur de Plaine Commune) dont la part s'élève à 43 % de l'offre et le nord-est (secteur de Tremblay), comptant pour 21 % avec, notamment, deux opérations importantes de démolition-reconstruction de foyers de travailleurs migrants totalisant un peu plus de 370 logements neufs en résidence sociale. Les acquisitions avec ou sans travaux de logements existants se sont portées essentiellement (à 75 %) sur le nord-ouest (secteur du Bourget) et le centre (secteur de Bobigny). Quant aux cessions de patrimoine par ICADE, elles se sont opérées essentiellement sur 6 villes : Bondy, Bobigny, le Blanc-Mesnil, Montreuil, Rosny et Saint-Denis.

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER - LA CONSTRUCTION

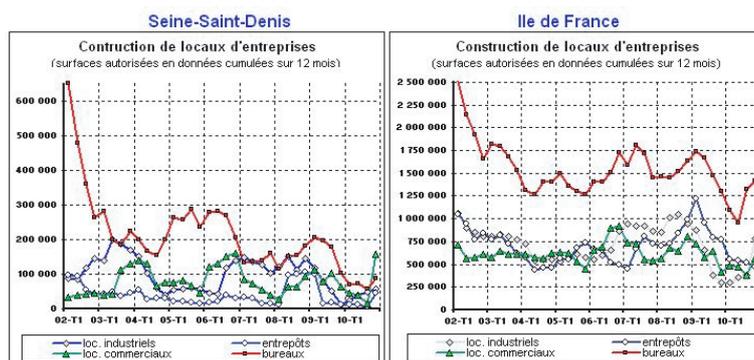
LES LOCAUX D'ENTREPRISES

Volume de la construction des locaux d'entreprises

Avertissement : Sit@del2, nouveau système statistique du MEDDTL (Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement), succède à Sitadel depuis mars 2009. Il intègre les modifications intervenues sur les formulaires de déclaration des permis de construire depuis la réforme du droit des sols d'octobre 2007, réforme qui a également impacté le mode de collecte des données. Pour maintenir une continuité statistique avec Sitadel, les séries de données ont été rétopolées sur toute la période antérieure à 2009, à partir des données des applications ayant précédé Sit@adel2 (Sirocco, Siclone, Sitadel).

En Seine-Saint-Denis, au second semestre 2010, un peu plus de 250 000 m² de locaux destinés aux entreprises (bureaux, locaux industriels et artisanaux, entrepôts et locaux commerciaux) ont été autorisés à la construction, soit plus de 2 fois et demi le volume réalisé au premier semestre. Pour l'ensemble de l'année 2010, près de 350 000 m² de locaux ont ainsi été autorisés, soit un niveau de production équivalent à ceux réalisés en 2004 et 2005. La part de la Seine-Saint-Denis dans la production régionale du second semestre est montée à 12 %, contre 9% le semestre précédent. Ce regain de dynamisme ne touche toutefois principalement qu'une seule catégorie de locaux, celle des locaux commerciaux, qui représente près de 60 % des projets départementaux du second semestre : près de 150 000 m² autorisés, contre 10 000 m² au semestre précédent. Le projet Aéroville d'Unibail-Rodamco, à réaliser à Tremblay-en-France, sur la plateforme aéroportuaire de Roissy-Charles de Gaulle, (environ 110 000 m² de surfaces commerciales) constitue à lui seul 75 % de l'offre nouvelle de surfaces commerciales prévue dans le département. Les surfaces des projets d'entrepôts, également descendues à un très bas niveau, ont également évolué favorablement : plus de 41 000 m² autorisés, contre environ 4 000 m² au premier semestre. Les surfaces des projets de locaux industriels et de bureaux sont en revanche en recul, respectivement de -40 et -13 % sur six mois. Au second semestre, la part de la Seine-Saint-Denis dans la production régionale pour ces deux catégories de locaux n'a été que 4 %.

Au niveau régional, le bilan global des autorisations de construire de locaux du second semestre 2010 a également connu une hausse significative : près de 2 150 000 m² de surfaces projetées, soit un doublement par rapport aux six premiers mois. Sur l'ensemble de l'année, plus de 3 200 000 m² de projets auront été autorisés à la construction, soit une progression de 17 % par rapport à 2009. La répartition des projets par nature de locaux reste conforme à la moyenne régionale depuis plusieurs années, les bureaux continuant à représenter plus de 40 % du total : avec près de 960 000 m² autorisés, la part des bureaux s'élève de 42 à 45 % en six mois. Le volume des projets de locaux industriels et artisanaux, de même que celui des entrepôts, qui s'étaient notablement réduits au premier semestre, ont plus que doublé : 860 000 m² au total, contre à peine 400 000 m² au premier semestre. Quant aux locaux commerciaux, avec près de 320 000 m² autorisés, soit 15 % de l'ensemble des projets de locaux d'entreprise de l'Ile-de-France du second semestre, le projet Aéroville représente à lui seul plus du tiers des surfaces.



Source : Sit@del2 (données en date de prise en compte) / Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France / Unité territoriale de la Seine-Saint-Denis

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER - LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

MARCHÉ DES APPARTEMENTS NEUFS (PROMOTION PRIVÉE)

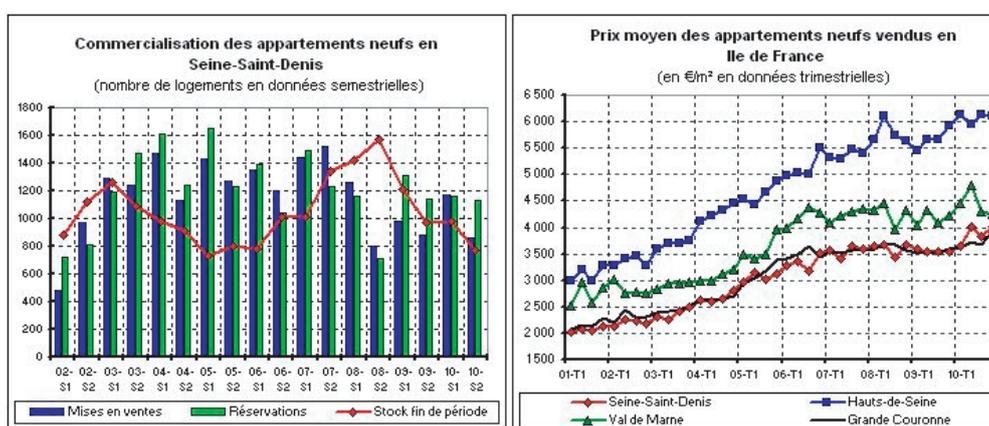
En Seine-Saint-Denis, au second semestre 2010, le niveau des mises en vente de nouveaux appartements neufs est à nouveau en repli, malgré un premier semestre prometteur de relance de la promotion privée : à peine 860 nouveaux logements mis sur le marché, soit une chute de 27 % en six mois. Le niveau des réservations étant resté soutenu, avec un peu plus de 1 130 appartements réservés de juillet à décembre, proche de celui du premier semestre, le stock de l'offre disponible en fin d'année s'est réduit de plus de 20 % en six mois : environ 770 logements disponibles, soit un délai d'écoulement du stock au rythme des réservations des deux derniers trimestres 2010, qui s'est réduit de 5 à 4 mois. Globalement, sur l'ensemble de l'année, un peu plus de 2 290 appartements neufs ont été placés, volume en baisse de 6% par rapport à l'année 2009, ce qui s'explique en grande partie par le ralentissement du renouvellement de l'offre.

A l'échelle de l'Ile-de-France, le désajustement entre l'offre nouvelle et le volume des réservations s'observe également, entraînant une réduction sensible du stock disponible à la vente en fin d'année : environ 5 700 appartements, niveau le plus bas depuis 10 ans. En 2010, plus de 19 000 logements neufs ont été réservés, soit une hausse de 14 % comparativement à 2009.

Prix de vente moyen (€/m²)

La tension entre l'offre et la demande conduit inévitablement à une pression sur les prix de vente dont la moyenne en Seine-Saint-Denis a franchi la barre des 4 000 €/m² depuis le deuxième trimestre 2010 : au 4^{ème} trimestre, la moyenne des prix des appartements réservés atteignait 4 012 €/m², avec une fourchette des moyennes communales variant de 2 623 à 5 856 €/m². Dans ce contexte, la surface des biens réservés s'est notablement réduite au dernier trimestre (53 m² en moyenne, contre 57 m² six mois auparavant), situation qui semble plutôt atypique en Ile-de-France, excepté à Paris.

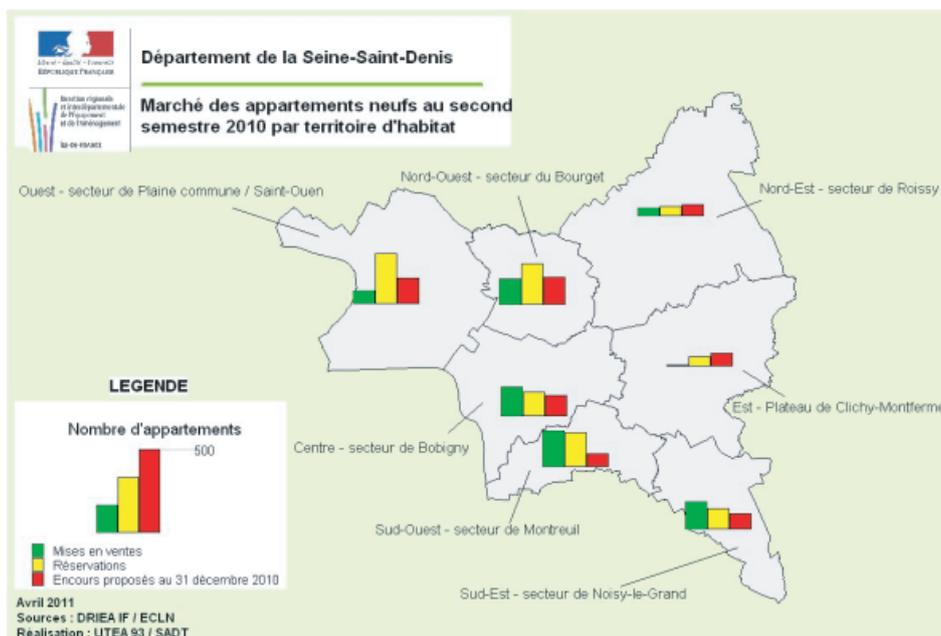
Au niveau régional, le prix moyen des réservations du dernier trimestre 2010 atteint 4 543 €/m², niveau de prix globalement stable depuis six mois, même si la hausse des prix se poursuit à Paris (plus de 8 800 €/m², soit +3 %), dans les Hauts-de-Seine (6 100 €/m², +2,5 %), ainsi qu'en grande couronne (3 931 €/m², soit +5,6 %). Plus de la moitié des acquisitions de biens en Ile-de-France de l'année 2010 l'ont été dans le cadre du dispositif fiscal Scellier, favorisant la production des petits logements destinés à la location. Avec la remontée des taux d'intérêt des prêts immobiliers depuis le second semestre 2010, la situation du marché se fragilise, l'effort financier de la plupart des ménages atteignant un seuil limite. Les nouvelles dispositions 2011 concernant l'investissement locatif (nouveau Scellier) et le PTZ+ pour solvabiliser les primo-accédants devraient cependant continuer à soutenir le marché.



Source : ECLN (Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile de France)

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER - LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

MARCHÉ DES APPARTEMENTS NEUFS EN 2010 (À LA VENTE)



LES TERRITOIRES



INDICATEURS DU SECOND SEMESTRE 2010

Source : DRIEA-IF

Territoires d'Habitat	Mises en vente	Réservations	Encours proposés au 31/12/2010
Ouest : Plaine Commune / Saint-Ouen	79	293	150
Nord-Ouest : Le Bourget	152	243	165
Nord-Est : Roissy	56	59	75
Centre : Bobigny	177	145	123
Est : plateau de Clichy-Montfermeil	15	62	86
Sud-Ouest : Montreuil	218	209	86
Sud-Est : Noisy-le-Grand	161	121	88
Total territoires d'habitat	858	1 132	773

Source DRIEA IF / ECLN

Au second semestre 2010, dans un marché départemental resté globalement dynamique, avec un peu plus de 1 130 appartements neufs réservés en six mois, soit près de 2 300 unités pour toute l'année 2010, le désajustement entre l'offre et la demande devient de plus en plus tendu, le niveau des mises en vente étant en net retrait, tout particulièrement au dernier trimestre : à peine 860 logements nouveaux ont été proposés en tout au cours du second semestre, soit une baisse de 27 % par rapport au premier semestre. Ce constat général, qui contribue à la diminution du stock départemental (à peine plus de 770 encours proposés en fin d'année), recouvre cependant des différences notables par territoire d'habitat. Si le territoire de l'ouest (secteur de Plaine Commune/Saint-Ouen) reste le plus actif au niveau des réservations (plus de 290, soit un bon ¼ du volume départemental du second semestre), la chute des mises en vente (de près de 90 % en six mois) a tari le marché de ce secteur où le délai d'écoulement du stock est tombé à 3 mois. Les deux territoires du nord-ouest et du sud-ouest (secteurs du Bourget et de Montreuil) qui totalisent 40 % des réservations du département, où le renouvellement de l'offre a été plus soutenu (370 nouveaux appartements mis sur le marché, soit 43 % du total départemental), le niveau du stock à fin décembre représente le tiers de l'encours départemental. Les deux territoires du centre (secteur de Bobigny) et du sud-est (secteur de Noisy-le-Grand) ont participé à hauteur de près de 40 % du renouvellement de l'offre : environ 340 nouveaux logements proposés au second semestre, principalement à Romainville et Neuilly-sur-Marne. Ces territoires ont réalisé 23 % du volume des réservations (près de 270), disséminées sur plusieurs villes. Enfin, les deux derniers territoires du nord-est (secteur de Roissy) et de l'est (secteur de Clichy-Montfermeil) ont capté à peine plus 10 % des réservations du second semestre 2010 (121 logements), bien que leur stock dépasse globalement 20 % du stock départemental de cette fin d'année 2010.

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER - LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

TENDANCES DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE EN 2010

Dans un contexte économique mitigé où l'économie réelle a donné des signes de redémarrage en 2010 mais où la croissance demeure encore fragile et incertaine, l'année 2010 a été marquée en termes d'immobilier professionnel et tertiaire par un niveau satisfaisant d'activités. Les volumes de transactions constatés sont sur une tendance générale haussière, Paris ayant représenté à elle seule 43% de la demande placée, conséquence d'un réajustement des valeurs locatives.

L'immobilier de bureaux, un redémarrage tiré par les secteurs de la banque, de l'énergie et des services

Dans ce contexte économique sans grande visibilité, le territoire de la Seine-Saint-Denis confirme son attractivité avec 227 000 m² de transactions représentant 10,5% du volume global francilien, niveau comparable voire légèrement supérieur au volume de l'année 2005. En 2010, le territoire a enregistré 12 transactions de plus de 5 000 m² pour un total de 100 850 m² représentant 44,4% du volume global des surfaces louées en Seine-Saint-Denis sur cette même période grâce à une offre neuve de qualité.

Notons de plus la décision de SFR de s'établir à Saint-Denis en deux phases successives 2013 et 2015 sur plus de 100 000 m².

Principales transactions en 2010 :

Secteur public

DIRECCTE	Aubervilliers	Parc Icade	12 413 m ²
ERDF	Noisy-le-Grand	Le Vendôme	6 566 m ²
AFPA	Montreuil	Tour 9	6 854 m ²
CFTC	Pantin		5 500 m ²
EDF	Saint-Denis	Le Spallis	5 152 m ²
EST ENSEMBLE	Romainville	Le Quadrium	9 200 m ²
MAIRIE SAINT-OUEN	Saint-Ouen	Le Triangle	5 193 m ²

Secteur privé

BNP PARIBAS	Montreuil	Terra Nova V	13 000 m ²
T-SYSTEMS	Saint-Denis	L'Amarante	9 000 m ²
GFI	Saint-Ouen	Les Portes de Paris	10 475 m ²
L'OREAL	Saint-Ouen	Le Touzet	7 500 m ²
ISS FACILITY	Saint-Ouen	Le Colisée 3	10 000 m ²

Ce sont les administrations et les secteurs de la banque, de l'énergie, des services qui cette année ont animé le marché des grandes transactions.

Une étude du conseil immobilier Keops sur les flux migratoires des 10 dernières années prenant en compte les transactions de plus de 4 000 m² en Ile-de-France met en évidence que 13% des utilisateurs ont choisi la Seine-Saint-Denis, ce qui place le territoire en 3ème position derrière les Hauts-de-Seine (46%) et Paris (24,75%) et que 30% des entreprises qui ont quitté Paris sur la même période s'y sont

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER - LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

établies.

Le territoire demeure donc attractif de par sa situation géographique, la qualité de ses dessertes, le niveau de ses loyers et la qualité de l'offre. Ces critères fondamentaux dans le choix des implantations continuent de répondre aux attentes des grands utilisateurs.

Le nombre de projets à lancer en « blanc » et programmés sur le territoire, visant pour la très grande majorité d'entre eux le label HQE & BBC, permettront donc pour les prochaines années d'absorber encore une bonne partie de la demande.

Par ailleurs, parallèlement à l'offre future, les immeubles actuellement disponibles tels que le « Mermoz » au Bourget, le « Quadrium » à Romainville, « Estreo » à Rosny-sous-Bois, le « Qualis » à Bagnolet, la « Tour 9 » à Montreuil, le « Copernic2 » à Noisy-le-Grand, le « Spallis », les « Bureaux du Canal » à Saint-Denis ainsi que les livraisons attendues en 2011 du « Cézanne » et « Mediacom3 » à Saint-Denis sont autant de possibilités qui devraient continuer à dynamiser le territoire.

Enfin, les projets du Grand Paris et d'Arc Express devraient contribuer encore davantage à attirer l'intérêt de ces grands utilisateurs puisque le développement tertiaire est inhérent au développement des infrastructures liées aux transports en commun et routiers.

Locaux d'activités, un marché très fragile

Conformément aux anticipations, l'année 2010 a été plus dynamique que 2009, sans toutefois atteindre les résultats d'avant crise. Les 127 000m² commercialisés représentant une augmentation de l'ordre de 9% des volumes par rapport à l'année précédente.

Force est de constater l'absence de grandes transactions. Cependant, il est à penser que de grands groupes qui ont fait le dos rond depuis deux ans ont relancé des études qui devraient voir leur concrétisation en 2011 par de nouvelles grandes transactions.

Principales transactions de plus de 3 000m²

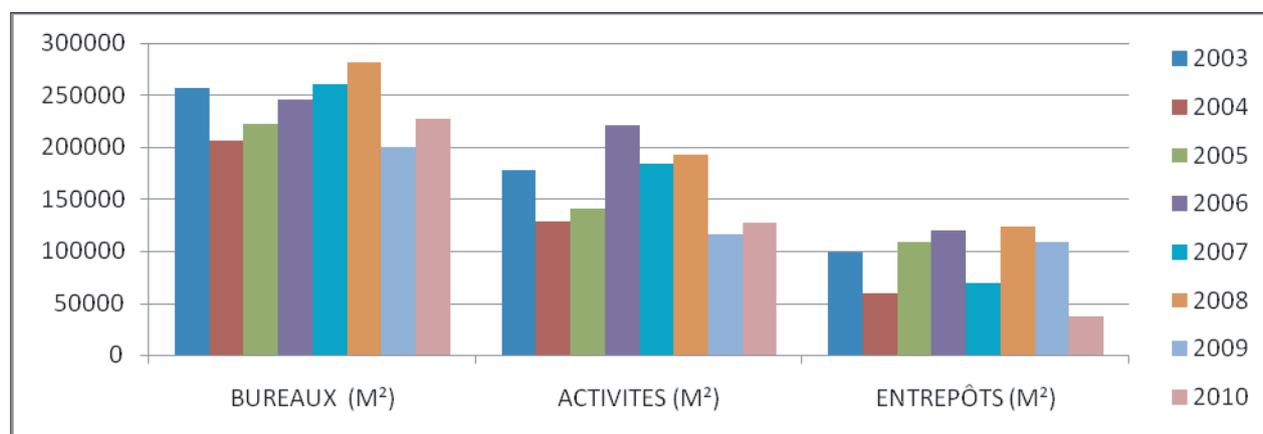
CONFORAMA	Aulnay-sous-Bois	3 350 m ²
CTA MFO	Aulnay-sous-Bois	3 584 m ²
INTER ROUTAGE	La Courneuve	4 237 m ²
MCA	La Courneuve	4 057 m ²
ORVIF	Montreuil	5 500 m ²
CYCLOCITY	Saint-Denis	3 000 m ²
LOCAPOST	Saint-Ouen	3 222 m ²
MAIRIE /Le Triangle	Saint-Ouen	4 123 m ²

L'année 2010 peut être regardée comme une année de stabilisation portée par des taux d'intérêts très faibles qui ont amené à des transactions par opportunité plutôt que par besoin. Malgré une éclaircie du climat économique en fin d'année, les entreprises ne disposent que d'une visibilité réduite sur leurs perspectives de l'année 2011. La demande à l'acquisition demeure toujours forte mais les banques restent aujourd'hui très peu enclines à des financements d'opérations dites « en blanc », ce qui rend difficile le renouvellement du parc.

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER - LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

Répartition et évolution par année des volumes exprimés en m² des surfaces commercialisées en Seine-Saint-Denis

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BUREAUX (M ²)	256 184	205 870	222 363	246 033	260 435	281 200	200 348	226 745
ACTIVITES (M ²)	178 337	127 997	141 148	221 417	183 536	192 451	116 214	126 948
ENTREPÔTS (M ²)	99 185	59 665	109 059	119 832	68 668	123 014	108 827	36 937
TOTAUX (M ²)	533 706	393 532	472 570	587 282	512 639	596 665	425 389	390 630



Source : Seine-Saint-Denis Avenir

INVESTISSEMENTS RÉALISÉS EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE : UNE AMÉLIORATION

Répartition des investissements hors portefeuilles (en millions d'euros)

REGION ILE-DE-FRANCE

Département	Activité	Bureaux	Commerces	Entrepôt	Logistique	Total
75		2 653	270			2 924
77		63	102	4	124	292
78	6	160	300			466
91	11	49	85	7	121	274
92	15	2 747	7			2 770
93	7	529	297		20	853
94	2	456			14	473
95	9	7	33		25	73
Total	51	6 665	1 094	11	304	8 124

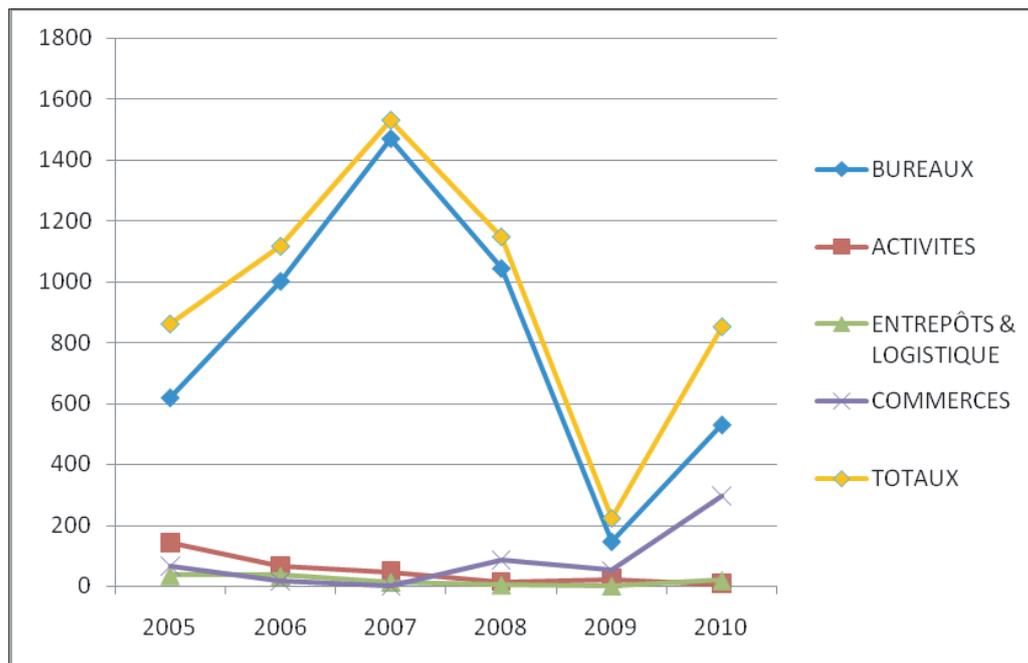
Source : CB Richard Ellis/Immostat

DEPARTEMENT SEINE-SAINT-DENIS

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BUREAUX	618	1 000	1 468	1 042	146	529
ACTIVITES	143	67	48	14	25	7
ENTREPÔTS & LOGISTIQUE	36	35	15	6	2	20
COMMERCES	65	15	0	86	51	297
TOTAUX	862	1 117	1 531	1 148	224	853

Source : CB Richard Ellis/Immostat

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER - LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER



Volume global des acquisitions de biens, ci-après spécifiés, par des investisseurs immobiliers en Seine-Saint-Denis. Seules les transactions portant sur des biens immobiliers existant ou en « VEFA » (Valeur en Etat Futur d'Achèvement) «banalisés» (Bureaux, Commerces, Activités, Entrepôts), et d'un montant unitaire supérieur ou égal à quatre millions d'euros sont recensés. Les montants sont exprimés en euros, Acte en Main. Sont incluses les parts de SCI, les acquisitions en crédit-bail. Ne sont pas pris en considération les ventes à utilisateur ni les ventes de foncier.

Devant la vigueur incertaine de la reprise, l'amélioration de l'investissement peut s'expliquer par la baisse des taux bancaires et une recherche de sécurisation en période de crise, voire une valeur refuge en sortie de crise.

Ces résultats placent la Seine-Saint-Denis au palmarès des investissements franciliens :

- **2ème position en commerce** de par la vente par Hammerson du centre commercial O'Parinor, cinquième plus grand lieu de commerce de la région parisienne à un fonds Sud-Coréen (National Pension Service).
- **3ème position pour la partie bureaux et le global 2010**, derrière les Hauts-de-Seine et Paris.
- **4ème position pour les locaux d'activités** derrière les Hauts-de-Seine, l'Essonne et le Val d'Oise.

NOTE METHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis * Conseil Général de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIREC-CTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Direction Régionale et Interdépartementale de l'Equipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction Départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est * Seine-Saint-Denis Avenir

NOTE METHODOLOGIQUE

IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

NOMBRE D'ETABLISSEMENTS IMPLANTES EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : EVOLUTION DEPUIS 2001

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIP, TERRitem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCIP 93), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 31 décembre de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- les personnes morales et organisme soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
- les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
- les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
- les paroisses hors zone concordataire
- Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
- Exploitant public (en fait, c'est la Poste)
- Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
- Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
- Institution Banque de France

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

NOTE METHODOLOGIQUE

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

Chiffres d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche...prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

CHIFFRES CLES « SALONS »

Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés
- la déclaration d'achèvement des travaux dont les séries ne sont pas publiées par manque de fiabilité des données

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte et en dates réelles, qui ne sont disponibles et stabilisées qu'après un délai important nécessaire à la collecte de l'information.

NOTE METHODOLOGIQUE

DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DRIEA SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE

		Phase réalisation		Acquisition par l'occupant
		autorisés (PC)	mises en chantier	
Construction neuve	par un organisme social / HLM	oui	oui	non relevant
	par un promoteur privé	oui	oui	oui, si programme de 5 logements au moins (ECLN)
	par un particulier en maison individuelle ("diffus")	oui		oui
	Transactions dans l'ancien	non relevant		(à partir de 2006)

L'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA transmet des données sur les flux physiques, quel que soit le constructeur ; elle transmet également des données de flux sur les ventes de logements mais, jusqu'en 2006, uniquement les ventes de logements en collectifs dans le neuf.

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits). Le champ observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne fournit pas encore d'informations trimestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

DONNEES SUR L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le GRECAM réalise pour le compte de la CCIP Seine-Saint-Denis et de l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA de un tableau de bord de l'immobilier d'entreprise de la Seine-Saint-Denis dont les données émanent de l'observatoire régional. Il s'agit d'une base de données sur les locaux dits « en blanc » (c'est-à-dire excluant les « constructions pour soi »), de plus de 500 m², proposés à la vente ou à la location aux entreprises par les opérateurs immobiliers (promoteurs, propriétaires, cabinets immobiliers). Chaque programme neuf, chaque surface libérée en Ile de France fait l'objet d'un suivi par enquête jusqu'à l'achèvement de sa commercialisation.

NOTE METHODOLOGIQUE

Locaux de bureaux :

Tout ou partie d'un immeuble pouvant être loué ou acheté en tant que locaux de bureaux commerciaux indépendants.

Locaux d'entrepôts :

Tout ou partie d'un bâtiment pouvant être loué ou acheté en tant que locaux indépendants, définis par une proportion de bureaux inférieure à 30%, et dont les caractéristiques physiques sont : surfaces en rez-de-chaussée ou étages avec rampe d'accès, hauteur-sous-plafond supérieure à 5m, charge au sol supérieure à 2 T/m², accès camion de plus de 19T soit par porte camion soit par quai de déchargement.

Locaux d'activités :

Tout ou partie d'un bâtiment pouvant être loué ou acheté en tant que locaux indépendants, mais ne répondant pas aux exigences techniques de l'entreposage. Cette catégorie regroupe, par soucis de simplification, ce que le Grecom nommait jusqu'en 2007 «ateliers» et «locaux mixtes», les seconds se distinguant des premiers par une proportion de bureaux plus importantes et/ou par une vocation fortement tertiaire (laboratoires, centres de formation ...).

INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.

CONTACTS

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis * Conseil Général de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIREC-CTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Direction Régionale et Interdépartementale de l'Equipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction Départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est * Seine-Saint-Denis Avenir

LISTE DES CONTACTS

SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Sarah BAMBOU

Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis

Tél : 01 48 95 10 79 / Fax : 01 48 95 11 58 / sbambou@ccip.fr

Données

Correspondants à contacter

LES MENAGES

Crédits à la consommation	Matyas PIREZ Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 matyas.pirez@banque-france.fr
Crédit à l'habitat	Matyas PIREZ Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 matyas.pirez@banque-france.fr

LES ENTREPRISES

Analyse des enregistrements au RCS	Madame Metin Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01 41 83 61 51/52 presidence.tc.bobigny@grefnet.tm.fr
Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises	Jean-Claude DAUTHEL Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93 Tél : 01 41 60 75 23 jc.dauthel@cma93.fr
Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités	Jean-Claude DAUTHEL Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93 Tél : 01 41 60 75 23 jc.dauthel@cma93.fr
Nombre d'établissements implantés en Zones Franches Urbaines	Sarah BAMBOU CCIP Seine-Saint-Denis Tél : 01 48 95 10 79 sbambou@ccip.fr
Le commerce extérieur	Catherine ORTIZ Direction Régionale des Douanes de Paris- Tél : 01 64 62 75 27 catherine.ortiz@douane.finances.gouv.fr
La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés	Isabelle GIRAUD-LE POTTIER Direction Départementale des Finances Publiques de la Seine St Denis Tél : 01 48 96 54 64 isabelle.giraud-le- pottier@dgfip.finances.gouv.fr
Crédits à l'équipement des entreprises	Matyas PIREZ Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 matyas.pirez@banque-france.fr
Actualité des pôles de compétitivité	Samuel LOISON DIRECCTE Ile-de-France Tél : 01 70 92 21 63 samuel.loison@direccte.gouv.fr

LISTE DES CONTACTS

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES	
Le musée de l'Air et de l'Espace	Daniel ORANTIN
La Basilique de Saint-Denis	Comité Départemental du Tourisme 93
Le Stade de France	Tél : 01 49 15 98 98
L'hôtellerie	d.orantin@tourisme93.com
Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte	Florence MOUSCADET VIPARIS Tél : 01 40 68 10 99 florence.mouscadet@viparis.com
L'EMPLOI	
Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)	Laurentiu AIOANEI DIRECCTE Ile-de-France Tél : 01 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr
Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	
Les offres par taille d'entreprise	Henri GEORGES Pôle Emploi Tél : 06 18 08 44 18 henri.georges@pole-emploi.fr
Les principaux secteurs recruteurs	
Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreuses	
Le taux d'évolution du chômage sur un an	Laurentiu AIOANEI DIRECCTE Ile-de-France Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr
Le nombre d'allocataires du RSA	Virgile ADJAH Conseil Général 93 Tél : 01 43 93 86 18 vadjahi@cg93.fr
Les contrats d'insertion	
Les reprises d'activité et la nature des contrats	
Les déclarations uniques d'embauches	Cécile Bourson URSSAF de Paris – Région Parisienne Tél : 01 56 93 24 94 cecile.bourson@urssaf.fr
Evolution du nombre d'établissements	
Evolution du nombre de salariés	Laurentiu AIOANEI DIRECCTE Ile-de-France Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr
Evolution des effectifs dans le secteur commercial	
Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité de services	
Evolution des emplois dans les services	
Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans l'ensemble des emplois	
LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER	
Volume de construction des logements neufs	Chantal NIASSOU UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA Tél : 01 41 60 67 27 chantal.niassou@developpement-durable.gouv.fr
Production de logements neufs	
Logements locatifs sociaux	
Volume de construction de locaux d'entreprises	
Marché des appartements neufs (promotion privée)	
Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise	Hervé MAHOT Seine-Saint-Denis Avenir Tél : 01 49 98 10 00 h.mahot@ssda.fr
Montants des investissements réalisés	

